

Documentation de Conférence de presse de l'exercice/Présentation des analystes du groupe Bell

15 février 2013



Corporate Governance

Rapport financier

Groupe Bell
Rapport financier
Bilan consolidé
Compte de résultat consolidé
Flux de fonds
Justification des fonds propres
Principes de consolidation et d'évaluation
Annexe au bilan consolidé
Annexe au compte de résultat consolidé
Données complémentaires
Participations importantes
Aperçu sur plusieurs années
Informations sur les actions
Rapport de l'organe de révision

Bell SA
Bilan
Compte de résultat
Répartition du bénéfice / Annexe
Rapport de l'organe de révision

Tous les nombres sont arrondis individuellement





Structure du groupe
Voir page 38

Conseil d'administration
Voir page 38

Gestion des risques
Voir page 43

Corporate Governance

Bell SA se réfère aux lignes générales de conduite du « Swiss Code of Best Practice » d'économie suisse et applique les principes de la Directive concernant les informations relatives au gouvernement d'entreprise (Directive Corporate Governance, DCG) de la Bourse suisse SWX. Les disciplines et règles de Bell SA dans ce domaine sont ancrées dans la loi, dans les statuts de la société ainsi que dans les règlements commercial et d'organisation. Les statuts, ainsi que les règlements organisationnels et commerciaux sont régulièrement vérifiés par le conseil d'administration et adaptés aux exigences.



- Structure du groupe
- Structure du capital et droits des actionnaires
- Conseil d'administration
- Organisation interne et réglementation des compétences
- Instruments d'information et de contrôle
- Principes et éléments de rétribution
- Droits de participation des actionnaires
- Clause de contrôle des changements
- Organe de révision
- Politique d'information
- Management
- Organigramme



Détenteurs de capitaux
Environ 4'000 actionnaires enregistrés



Politique d'information
Voir page 45



Les statuts de Bell SA peuvent également être consultés sur son site Internet, rubrique www.bell.ch/statuts. Un extrait du règlement commercial et d'organisation est à disposition sur www.bell.ch/organisation-fr.

Sans mention contraire, les indications sont au 31.12.2012.

Structure du groupe

Le groupe Bell ne détient pas de participations dans des sociétés cotées et il n'existe aucune participation croisée. La récapitulation des participations est publiée en page 80.

Structure du capital et droits des actionnaires

Actionnaires principaux

Voir page 79.

Structure du capital

La société n'a pas de prêts convertibles, d'options ou de bons de jouissance en cours. Le capital-actions de la société est entièrement libéré et s'élève à CHF 2'000'000. Il existe 400'000 actions nominatives d'une valeur nominale de respectivement CHF 5. Les actions nominatives peuvent être converties en actions au porteur par modification des statuts.

Des détails complémentaires relatifs à la structure du capital et à l'action sont présentés aux pages 79 et 80.

Transmissibilité

Le transfert d'actions nominatives en propriété ou de leur usufruit nécessite l'approbation du conseil d'administration, qui peut déléguer ses pouvoirs en totalité ou en partie (art. 5 des statuts).

Restrictions d'inscription

Conformément aux statuts (art. 5), l'inscription d'un actionnaire au registre ne peut être refusée que pour des motifs importants et si un actionnaire détient plus de 5 % des voix.

Conseil d'administration

Election et durée de fonction

Le conseil d'administration est élu par l'assemblée générale. Les membres du conseil d'administration sont élus individuellement. La nomination des membres du conseil d'administration incombe à son président. Le conseil d'administration se compose d'au moins trois membres, lesquels sont élus par l'assemblée générale pour une période de quatre ans et sont rééligibles. Le mandat prend fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'année considérée.

Les membres du conseil d'administration ayant atteint l'âge de 65 ans révolus quittent cet organe à la prochaine assemblée générale ordinaire.

Composition du conseil d'administration

au 31.12.2012

	Président du conseil d'administration	Membre du conseil d'administration	Fin du mandat
Hansueli Loosli	depuis 2009	–	2015
Leo Ebnetter	–	depuis 2012	2015
Jörg Ackermann	2001 – 2009	depuis 2000	2015
Irene Kaufmann-Brändli	–	depuis 2009	2015
Werner Marti	–	depuis 2009	2015
Joachim Zentes	–	depuis 1997	2013

Joachim Zentes, membre du conseil d'administration pendant de nombreuses années, a quitté cet organe en 2013 après avoir atteint la limite d'âge. Lors de l'assemblée générale de 2013, le conseil d'administration proposera l'élection d'un nouveau membre.

Principes et éléments de l'indemnisation

Les membres du conseil d'administration reçoivent une indemnité appropriée pour leur activité conformément à l'article 23 des statuts.

Honoraires annuels bruts :

Président	CHF 90'000
Vice-président	CHF 70'000
Membres	CHF 60'000

Cas particuliers

Modalités de paiement des honoraires :

- au prorata en cas de départ d'un membre du conseil d'administration
- en cas de maladie ou d'accident : 100 %

Cette indemnité comprend un forfait pour frais de 10 %, lequel est indiqué séparément. Les déductions sociales légales (part du salarié) sont déduites de 90 % de l'indemnité.

En plus de l'indemnisation, les membres du conseil d'administration reçoivent des jetons de présence par réunion représentant une demi-action de Bell SA. Les représentants de Coop au conseil d'administration travaillent sur la base d'un mandat. Leurs honoraires sont retransmis au constituant du mandat.

Les sommes totales et actions remises sont détaillées à la page 74 du rapport de gestion.

Organisation interne et réglementation des compétences

Le conseil d'administration de Bell SA détermine les directives stratégiques, donne les instructions qui s'imposent et supervise les activités générales du groupe, alors que la direction est responsable des activités opérationnelles. Le conseil d'administration surveille les plans fondamentaux de l'entreprise, en particulier les planifications annuelles et pluriannuelles, les projets d'investissement ainsi que les objectifs de l'entreprise. Il identifie les opportunités et les risques et initie les mesures requises. Un règlement détaillé d'organisation et d'entreprise fixe les compétences et responsabilités du conseil d'administration et de la direction du groupe. Celui-ci peut en partie être consulté sur le site Internet de Bell, à l'adresse www.bell.ch/organisation-fr.

Outre les responsabilités et compétences intransmissibles, le conseil d'administration se prononce notamment sur les fusions, litiges juridiques et contrats d'une importance particulière, sur les projets d'investissement dépassant CHF 3 millions ainsi que sur l'achat et la vente de sociétés et biens immobiliers. Il décide de l'organisation du groupe et nomme, licencie et supervise les personnes chargées de la direction opérationnelle. Il définit la politique du groupe en matière de rémunération ainsi que dans les domaines social, des investissements et placements et contrôle son application. Par ailleurs, il se prononce sur la représentation au sein de communautés d'intérêt et associations, ainsi que sur l'octroi de prêts de plus de CHF 100'000 à des tiers et, d'une manière générale, sur les cautions.

Au sein du groupe Bell, les recommandations figurant dans les directives en ce qui concerne la fonction et les tâches des différents organes sont assumées par le conseil d'administration in corpore. Ce principe se justifie tant du point de vue de la transparence qu'en ce qui concerne les rapports spécifiques de Bell en tant qu'organisation maîtrisable.

Le conseil d'administration dans son ensemble se réunit en règle générale sept fois par an, la durée de chaque réunion variant normalement entre quatre et six heures. En outre, une à deux réunions exceptionnelles consacrées à des activités stratégiques et opérations de grande envergure ont lieu chaque année. Les membres de la direction générale du groupe Bell assistent aux réunions. Aucun consultant externe n'a été sollicité en 2012.

Membres du conseil d'administration



Hansueli Loosli
1955, nationalité suisse
Président du conseil
d'administration

Expert fédéral diplômé en comptabilité et controlling
Président du conseil d'administration de Coop Coopérative ; depuis 2011

Mandats de conseil d'administration

Transgourmet Holding AG, Bâle ; président • Coop Mineraloel AG, Allschwil ; président • Swisscom SA, Berne ; président

Parcours professionnel

Coop Coopérative, Bâle ; président de la direction générale de Coop ; 2001 – 2011 • Coop Suisse, Bâle ; président de la direction générale de Coop et de la direction du groupe Coop ; 1997 – 2000 • Coop Zurich, Zurich ; directeur général ; 1992 – 1997 • Coop Suisse, Wangen ; directeur Achats non alimentaires ; 1992 – 1996 • Waro AG, Volketswil ; dernière fonction : directeur général ; 1985 – 1992 • Mövenpick Produktions AG, Adliswil ; contrôleur, directeur adjoint ; 1982 – 1985 • BBC AG, Baden ; responsable du service fiduciaire ; 1979 – 1982 • Intertest AG, Baden ; assistant de la révision ; 1978 – 1979 • Huba-Control AG ; Würenlos ; comptable principal ; 1974 – 1978



Leo Ebnetter
1954, nationalité suisse
Vice-président du conseil
d'administration

Employé de commerce
Coop Coopérative, Bâle ; responsable de la Direction 4 Logistique, membre de la direction ; depuis 2007

Mandats de conseil d'administration

Railcare AG, Härkingen ; président • Kühlhaus Neuhof AG, Gossau

Parcours professionnel

Coop Genossenschaft, Gossau, responsable logistique région Suisse orientale/Tessin ; depuis 2001 • Coop Suisse orientale, Gossau ; directeur adj. de Coop Suisse orientale et responsable achats, production, logistique et informatique ; 1990 – 2000 • Coop Suisse orientale, Gossau ; responsable achats secteur alimentaire, production, logistique ; 1987 – 1990 • Coop Suisse orientale, Gossau ; responsable logistique centrale de distribution Gossau ; 1985 – 1987 • Coop Suisse orientale, Gossau ; responsable logistique marchandises générales et responsable transports ; 1981 – 1985



Jörg Ackermann
1958, nationalité suisse
Membre du conseil
d'administration

Economiste d'entreprise ESCEA
Mandats de PDG de Coop Coopérative ; depuis 2008

Mandats de conseil d'administration

HiCoPain AG, Dagmersellen • Coop-ITS-Travel AG, Wollerau • Parrainage Coop pour les régions de montagne, Bâle • Dipl. Ing. Fust AG, Oberbüren • Association GS1 Suisse, Berne

Parcours professionnel

Président adj. de la direction générale de Coop, responsable de la direction Logistique/Informatique/Production, Bâle ; 2004 – 2008 • Membre de la direction de Coop, responsable de la direction Informatique/Production, Bâle ; 2001 – 2003 • Membre de la direction générale de Coop, responsable de la direction Informatique/Production, Bâle ; 1998 – 2001 • Responsable du développement d'entreprise de Coop Suisse, Bâle ; 1997 • Fonctions dirigeantes chez Coop Winterthur : Directeur adjoint ; 1995 – 1996, Responsable du secteur Marketing, membre de la direction ; 1992 – 1994, Responsable du secteur Marketing produits et logistique, membre de la direction ; 1989 – 1991, Assistant du responsable du secteur Marketing clients ; 1984 – 1988



Irene Kaufmann-Brändli
1955, nationalité suisse
Membre du conseil
d'administration

Doctorat en économie publique
Présidente du conseil d'administration de Coop Coopérative ; depuis 2011

Mandats de conseil d'administration

Coop Immobilien AG, Berne • Banque Coop SA, Bâle • Coop Mineraloel AG, Allschwil • Dipl. Ing. Fust AG, Oberbüren • Transgourmet Holding AG, Bâle • CPV/CAP Caisse de pension Coop, Bâle ; membre du conseil de fondation • ETH Zürich Foundation, Zurich ; membre du conseil de fondation • Juventus-Schulen Zürich, Zurich ; présidente du conseil de fondation • HWZ Hochschule für Wirtschaft Zürich, Zurich

Parcours professionnel

Présidente du conseil d'administration de Coop Coopérative ; 2009 – 2011 • Vice-présidente du conseil d'administration de Coop ; 2000 – 2009 • Nabholz Beratung, Zurich : Direction de projets de consultation auprès d'administrations publiques et d'entreprises, principalement dans les domaines des finances et de l'organisation ; 1985 – 2008 • Mandats de révision et conseil auprès de sociétés du secteur privé pour le compte de Dr. Nabholz Treuhand AG, Zurich ; 1980 – 2002



Werner Marti
1957, nationalité suisse
Membre du conseil
d'administration

Avocat
Cabinet d'avocat ; depuis 1988

Mandats de conseil d'administration

Alp Transit Gotthard AG, Lucerne ; président • Billag SA, Fribourg ; président • Service 7000 AG, Netstal • Autres mandats d'administrateur dans différentes PME

Parcours professionnel

Propre cabinet d'avocats à Glaris ; depuis 1988 • Conseiller national du canton de Glaris ; 1991 – 2008 ; A ce titre, membre de la commission des finances (président 2004/2005), de la commission de la communication, des transports et des télécommunications, ainsi que de diverses commissions ad hoc • Surveillant des prix ; 1996 – 2004 • Conseil d'Etat du canton de Glaris • Président de la direction de l'Intérieur (direction de l'économie publique) ; 1990 – 1998 • Collaborateur/partenaire dans un cabinet d'avocats ; 1983 – 1987



Joachim Zentes
1947, nationalité allemande
Membre du conseil
d'administration

Dr. rer. oec., Professeur de sciences économiques
Directeur Institut Handel & Internationales Marketing (H.I.M.A.) et Europa-Institut, section sciences économiques, Université de Saar ; depuis 1991

Mandats de conseil d'administration

Goodyear Dunlop Tires Germany GmbH, Hanau (Allemagne), président du conseil de surveillance • Transgourmet Holding AG, Bâle

Parcours professionnel

Professeur invité aux universités de Metz et à l'E.M. Lyon (France), aux universités de Regensburg (Allemagne), Fribourg et Bâle, Varsovie (Pologne), Santiago (Chili), Craiova (Roumanie) • Nomination à la chaire d'économie d'entreprise de l'université de Bâle ; 1993 • Nomination à la chaire de marketing de l'université de Fribourg ; 1988 • Titulaire d'une chaire d'économie d'entreprise, en particulier pour le marketing, à l'université d'Essen (Allemagne) ; 1982 – 1991 • Titulaire d'une chaire d'économie d'entreprise, en particulier pour la production et la vente à l'université Johann Wolfgang Goethe, Francfort-sur-le-Main (Allemagne) ; 1980 – 1981

Au cours de cet exercice, le conseil d'administration a tenu neuf réunions : sept réunions ordinaires, une réunion constitutive et une réunion extraordinaire. En plus des affaires courantes, le conseil d'administration a plus particulièrement approfondi les thèmes et projets suivants :

- Regroupement des activités du groupe Bell en Allemagne et réorganisation des autres activités internationales
- Divers projets d'investissement majeurs tels que l'agrandissement de l'usine de charcuterie à Churwalden, l'achat de terrains à Oensingen ou les modifications architecturales au siège de Bâle
- Stratégie des marques du groupe Bell

Pour des informations plus détaillées sur ces thèmes et projets, veuillez consulter la partie rapport du rapport de gestion.

Instruments d'information et de contrôle

La direction du groupe informe régulièrement le conseil d'administration de la marche des affaires. Le président du conseil d'administration entretient des contacts réguliers avec la direction du groupe, dont il rencontre généralement les membres une fois par mois en réunion de travail.

Tous les deux mois, la direction du groupe rédige un rapport de gestion de la direction (MIS) ainsi qu'un rapport sur le résultat global et par division, le bilan et de nombreuses statistiques et chiffres clés. Les informations financières constituent toujours un élément central des réunions du conseil d'administration. Tout écart fait l'objet d'une discussion, suivie de mesures si nécessaire.

Système de contrôle interne

Sur la base du COSO-Framework reconnu à l'échelle internationale, Bell met en œuvre un système de contrôle interne (SCI) qui fait partie intégrante de l'assurance de la qualité (AQ). L'attention se porte principalement sur la sécurité financière des processus, du fait que des thèmes tels que la sécurité des produits, l'assurance qualité et la traçabilité sont déjà pris en compte à travers divers standards (ISO 9001, IFS, etc.). En plus de la protection de l'entreprise face à des actes délictueux ou négligents, la sauvegarde de son patrimoine constitue un enjeu prioritaire dans le cadre des processus de travail. Le SCI fut une fois de plus développé et sera constamment élargi et mis à jour à l'avenir. Le SCI de Bell vise une amélioration constante des activités de l'entreprise et a pour but d'assurer les processus et instruments nécessaires à la détection et gestion des risques.

Révision interne

Parallèlement au service de révision statutaire, la Révision Interne contrôle par ordre du conseil d'administration, en tant qu'instance indépendante, le respect des directives et règlements, l'adéquation des instruments de contrôle et de l'organisation de la structure et des processus, ainsi que l'efficacité du système de contrôle interne. Elle accompagne par des contrôles et des conseils la mise en place ou le remaniement de processus d'exploitation existants et soutient la direction générale dans l'atteinte de ses objectifs en mettant en évidence des propositions d'amélioration des processus d'exploitation. Dans ce contexte, la Révision Interne suit un principe de contrôle orienté vers le risque. Les constatations sont documentées et communiquées au président du conseil d'administration. La réalisation des mesures est surveillée.

La Révision Interne coordonne ses activités de contrôle et procède à un échange d'informations approfondi avec la Révision Externe.

Risques et opportunités



Pour la direction, les risques majeurs se situent notamment dans les domaines de fluctuations particulièrement rapides ou fortes des prix des matières premières, de décisions relatives à la politique agricole et d'épidémies.

Gestion des risques

Bell pratique depuis 2009 un système structuré de gestion des risques. En tant qu'entreprise du secteur alimentaire, la situation des risques peut globalement être considérée comme stable, même si nous dépendons un peu plus du contexte conjoncturel à l'internationale qu'en Suisse. Dans le cadre de la gestion des risques, le conseil d'administration, la direction du groupe et les directions concernées procèdent une fois par an à une évaluation des risques majeurs.

D'une façon générale, nous entendons par « risques » des événements ou agissements potentiels qui seraient susceptibles de nous éloigner des objectifs définis ou de mettre en péril la concrétisation de la stratégie. Les écarts positifs sont considérés comme des chances et les écarts négatifs comme des risques. Le processus stratégique tient compte des chances, alors que tout écart négatif (risque) est traité dans le cadre de la gestion des risques. Ces risques potentiels font l'objet d'une analyse quant à la probabilité qu'ils se réalisent et aux répercussions quantitatives le cas échéant.

Les risques potentiels sont intégralement recensés tous les trois ans ; ceux concernant directement le groupe Bell sont identifiés et des mesures définies, dans toute la mesure du possible, afin de réduire la probabilité de survenue et/ou les conséquences potentielles. Un responsable est désigné pour chaque mesure. Entre ces recensements trisannuels, le conseil d'administration et la direction du groupe surveillent l'avancement des mesures et procèdent à une évaluation de la situation actuelle. Dans le cadre du processus de gestion des risques de Bell, ceux dont les conséquences sont susceptibles de dépasser le seuil de CHF 15 millions dans trois ans au niveau EBIT sont traités activement. Des dispositifs et mesures sont initiés, dans toute la mesure du possible, pour les risques extérieurs, en tout ou partie, du champ d'influence du groupe.

Pour la direction, les risques majeurs se situent notamment dans les domaines de fluctuations particulièrement rapides ou fortes des prix des matières premières, de décisions relatives à la politique agricole et d'épidémies.

Les risques inhérents aux marchés financiers se limitent à l'exposition aux monnaies étrangères, en particulier dans la zone euro. Toutefois, ceux-ci ne dépassent pas le seuil qui en ferait des risques majeurs. En cas de fortes turbulences sur les marchés des actions, des risques dépassant le cadre défini pourraient être liés aux engagements de la CPV/CAP Caisse de pension Coop.

Vous trouverez de plus amples informations sur l'appréciation des risques page 79 de ce rapport de gestion.

Principes et éléments de rétribution

La rétribution se compose d'un salaire de base et d'une composante variable. Le salaire de base repose sur les conditions du contrat de travail, lesquelles sont réexaminées chaque année et adaptées selon les circonstances. Parallèlement, un forfait pour frais est versé aux membres de la direction du groupe qui disposent d'un véhicule de fonction. La composante variable (participation aux bénéfices) dépend de la réalisation des objectifs de rentabilité du groupe et ne peut excéder 25,4 % du salaire de base ; le conseil d'administration définit chaque année les principes d'attribution et le montant de la participation aux bénéfices. Celle-ci peut être perçue à concurrence de 50 % en actions de Bell SA, la valeur de chaque action étant calculée au cours moyen du mois précédant le versement (généralement mars), minoré de 20 %. Les actions acquises à ce titre ne peuvent être cédées pendant un délai de quatre ans. En se basant sur la réalisation des objectifs de rendement, les membres de la direction du groupe ont perçu en 2012 une participation aux bénéfices de 16 % (année précédente 20 %). Les sommes totales et actions remises figurent à l'annexe du rapport annuel, page 75.

Droits de participation des actionnaires

Conformément à l'art. 11 des statuts, chaque action donne droit à une voix.

Conformément aux statuts (art. 8) et au Code des obligations (art. 12 et 13 CO), tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un autre actionnaire. La représentation peut également être assurée par la banque dépositaire ou un représentant indépendant.

Les actionnaires qui représentent seuls ou à plusieurs une valeur nominale de 10 % du capital-actions peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour d'un objet de délibération. La mise à l'ordre du jour doit être demandée par écrit au moins 60 jours avant la tenue de l'assemblée générale avec indication de l'objet de délibération et des propositions.

D'autres droits d'intervention sont réglés dans les statuts de Bell SA. Ceux-ci peuvent être consultés sur le site Internet de Bell, à l'adresse www.bell.ch/statuts. Faute d'une réglementation par les statuts, le Code suisse des obligations est applicable.

La date d'inscription au registre des actionnaires pour participer à l'assemblée générale est annoncée sur le site Internet de Bell, à l'adresse www.bell.ch/agenda-fr.

L'actionnaire n'a pas droit à l'impression et à la délivrance d'actes pour actions nominatives.

Clause de contrôle des changements

Pas de restrictions ou réglementations statutaires.

Organe de révision

Organe de révision	PricewaterhouseCoopers ; depuis 1998
Réviseur principal	Rodolfo Gerber, réviseur principal depuis 2010
Durée du mandat	L'organe de révision est élu chaque année.

Le conseil d'administration supervise les révisions externes. Trois fois par an, l'organe de révision informe le président du conseil d'administration des constatations faites lors de la vérification des comptes. En outre, il en informe une fois par an l'ensemble du conseil d'administration.

La supervision de l'organe de révision s'effectue sur la base de critères d'évaluation précis par le président du conseil d'administration, le président de la direction du groupe et le responsable de la division Finances/Services. L'attention se porte principalement sur la qualification professionnelle, la capacité de s'imposer, l'indépendance ainsi que sur les relations entretenues avec les équipes d'experts de nos services internes. Par ailleurs, des réflexions externes interviennent également dans l'évaluation.

En 2012, l'activité de révision de la révision externe s'est concentrée sur les obligations statutaires, y compris sur l'évaluation de l'efficacité du SCI.

Honoraires de révision et autres

en milliers de CHF	2012	2011
Services de révision	948	1 023
Conseils fiscaux	34	–
Conseils juridiques	51	–
Conseils relatifs aux transactions (y c. Due Diligence)	–	–
Total	1 033	1 023

Politique d'information

Bell publie chaque année des rapports annuels et semestriels qui informent sur la marche des affaires et les résultats du groupe Bell. Les évolutions actuelles sont par ailleurs annoncées par le biais de communiqués de presse et du site Internet de l'entreprise qui permet aussi d'accéder à des archives comprenant les rapports annuels et semestriels ainsi que des communiqués de presse. Le site Internet de Bell comprend des archives permettant de consulter les rapports annuels, semestriels et des communiqués de presse. www.bell.ch

Dates importantes

Bouclément annuel	31 décembre
Assemblée générale de Bell SA	17 avril 2013
Publication des résultats du 1 ^{er} semestre 2013	15 août 2013
Publication du chiffre d'affaires 2013	1 ^{ère} quinzaine de janvier 2014
Publication du résultat 2013	Février 2014

D'autres dates, ou les dates actualisées, sont publiées sur le site Internet de Bell, à l'adresse www.bell.ch/agenda-fr.

Les interlocuteurs et possibilités de prise de contact pour des informations complémentaires sur le groupe Bell sont indiqués à la page 88 du présent rapport de gestion.

Membres de la direction de Bell SA (direction générale du groupe)



Lorenz Wyss

1959, nationalité suisse
Boucher, Diplôme de commerce,
Diplôme d'Etat en technologie
bouchère, Master of Business
Administration ZFH

Président de la direction générale du groupe (CEO)
Responsable division Bell Suisse
Responsable division Bell Europe de l'Est/Benelux
chez Bell depuis 2011 ; dans cette fonction depuis 2011

Mandats de conseil d'administration

Centravo Holding AG, Zürich • GVFI International AG, Bâle • Hilcona Aktiengesellschaft, Schaan, Liechtenstein • Gastro Star AG, Dällikon ; président • Tropenhaus Frutigen AG, Frutigen • Tropenhaus Wolhusen AG, Wolhusen • Coopérative Proviande, Berne

Parcours professionnel

Fonctions dirigeantes chez Coop : Responsable Category Management produits frais/Gastronomie ; 2008 – 2011, Responsable en Approvisionnement/Disposition Food ; 2004 – 2008, Direction Pool d'achat produits frais ; 1998 – 2004, Responsable de groupe de marché Viande/Traiteur et de produits surgelés ; 1995 – 1998 • Fonctions dirigeantes chez Gehrig AG, Klus : Responsable Vente/Entreprise (directeur adjoint) ; 1992 – 1995, Directeur technique ; 1987 – 1991, Chef d'exploitation/chef du personnel ; 1983 – 1984 • Responsable de division Jenzer AG, Arlesheim ; 1978 – 1981



Martin Gysin

1960, nationalité suisse
Expert fédéral diplômé en
comptabilité et controlling

Responsable division Bell Finances/Services (CFO)
Président adjoint de la direction générale du groupe
chez Bell depuis 1992 ; dans cette fonction depuis 1994

Mandats de conseil d'administration

CPV/CAP Caisse de pension Coop, Bâle • Hilcona Aktiengesellschaft, Schaan, Liechtenstein

Parcours professionnel

Directeur Finances/Comptabilité Bell AG, Bâle ; 1992 – 1994 • Controller Valora AG, Berne ; 1990 – 1991 • Directeur commercial R. Vix AG, Bâle, 1984 – 1989

Membres des directions

Bell Suisse

Membres de la direction de Bell Suisse SA

Markus Bänziger

1955, nationalité suisse
Diplôme fédéral de chef de marketing

Responsable division Charcuterie
Responsable division Seafood/Logistique e.r.
chez Bell de 1975 à 1985 et depuis 1995 ; dans cette fonction depuis 2012

Parcours professionnel

Fonctions dirigeantes chez Bell SA, Bâle : Directeur secteur d'activité Convenience ; 2009 – 2010, Directeur secteur d'activité Convenience ; 2000 – 2008, Responsable Vente en gros ; 1995 – 2000 • Service externe Fleischtrocknerei Churwalden AG ; 1988 – 1995 • Responsable de l'expédition GNZ Schlieren ; 1987 • Vente Gebr. Niedermann, Schlieren ; 1985 – 1987 • Responsable du bureau des commandes Wallisellen, Bell AG ; 1983 – 1985 • Responsable de succursale Bell SA : 1980 – 1983 • Boucher succursale Bell SA ; 1975 – 1980

Josef Dähler

1955, nationalité suisse
Maîtrise fédérale de boucher
Diplôme de commerce

Responsable division Viande fraîche
chez Bell depuis 1996 ; dans cette fonction depuis 2007

Mandats de conseil d'administration

Identitas AG, Berne • Coopérative Proviande, Berne • Estonia-ACB-Vianco OÜ, Võrumaa, Estonie

Parcours professionnel

Directeur division Romandie, Bell SA ; 1996 – 2006 • Fonctions dirigeantes chez Micarna SA, Courtepin ; 1983 – 1996 • Bell Romandie : vente filiales ; 1979 – 1983

Christine Schlatter

1965, nationalité suisse
Diplôme fédéral de planificatrice
en marketing

Responsable division Volaille
chez Bell depuis 1997 ; dans cette fonction depuis 2008

Parcours professionnel

Fonctions dirigeantes au sein du groupe Bell : Responsable Vente/Marketing Bell Volaille ; 2003 – 2008, Responsable Marketing/Vente SEG Poulets AG et directrice GWI AG ; 1998 – 2003, Responsable Marketing/Vente GWI AG ; 1997 – 1998 • Responsable du Marketing des Fromageries Bel (Suisse), Cham ; 1996 – 1997 • Product Manager chez Fabio Import AG, Oberarth ; 1996

Bell Allemagne

Membres de la direction de Bell Deutschland GmbH & Co. KG

Christian Schröder

1971, nationalité allemande
Employé de commerce

Président de la direction générale
Responsable Distribution/Marketing
chez Bell depuis 2009 ; dans cette fonction depuis 2012

Parcours professionnel

Porte-parole de la direction ; directeur Distribution/Marketing chez Abraham Schinken GmbH ; 2011 – 2012 • Porte-parole de la direction ; directeur Distribution/Marketing chez Abraham Schinken GmbH ; 2007 – 2011 • Fonctions dirigeantes au sein du groupe d'entreprises Reinert, Vermold : Schinken-Einhaus GmbH (Friesoythe/Brunsbek/Lörrach) : directeur ; 2002 – 2007, Orig. Holst. Katenschinken GmbH : directeur ; 2000 – 2001 • Associé gérant H. & C. Schröder Schinkenveredelung GmbH ; 1994 – 1999

Jürgen Emtmann

1963, nationalité allemande
Economiste d'entreprise

Responsable Finances/Services
chez Bell depuis 2009 ; dans cette fonction depuis 2012

Parcours professionnel

Directeur Finances/Administration chez Abraham Schinken GmbH ; 2011 – 2012 • Directeur Finances/Administration chez Gebrüder Abraham Schinken GmbH ; 2011 – 2012 • Directeur Comptabilité/Controlling chez Gebrüder Abraham Schinken GmbH ; 2009 – 2010 • Collaborateur du domaine Finances et Controlling chez Hermes Schleifmittel GmbH & Co. KG, Hambourg ; 1991 – 2009 • Vérificateur assistant chez Hermes Schleifmittel GmbH & Co. KG, Hambourg ; 1988 – 1991

Markus von der Pütten

1970, nationalité allemande
Spécialiste en technique des
denrées alimentaires

Responsable Production et Technique
chez Bell depuis 2010 ; dans cette fonction depuis 2012

Parcours professionnel

Directeur Production et Technique chez Abraham Schinken GmbH ; 2011 – 2012 • Directeur Production et Technique chez Abraham Schinken GmbH ; 2010 – 2011 • Schinken-Einhaus GmbH, Friesoythe ; fondé de pouvoir ; 2006 – 2010 • Bernard Matthews, Oldenburg ; directeur d'usine ; 2001 – 2006 • Oldenburger Fleischwaren GmbH, Oldenburg ; directeur d'usine ; 1995 – 2001

Bell Europe de l'Est/Benelux

Directeurs

Eugeniusz Philip

1966, nationalité polonaise
Ingénieur dipl. en agriculture et
sylviculture, Master of Business
Administration

Président de la direction générale Bell Polska Sp. z o.o.
chez Bell depuis 2012 ; dans cette fonction depuis 2012

Parcours professionnel

Directeur ZIMBO Pologne ; 2004 – 2012 • Fonctions dirigeantes chez MORLINY (groupe Campofrio) : Responsable du marketing ; 2003 – 2004, Chef des ventes ; 2000 – 2003, Chef des ventes Usine de viande Ostroleka (détenue à 75 % par MORLINY) ; 1999 – 2000 • Business Development Manager Grene Sp. z o.o. ; 1998 – 1999 • Project Manager Hvidstet Energy Forest Dänemark ; 1992 – 1998

Jens Günther Hillebrand

1976, nationalité allemande
Boucher
Maître boucher-charcutier

Président de la direction générale ZIMBO Perbál Húsipari Termelő Kft.
chez Bell depuis 2012 ; dans cette fonction depuis 2012

Parcours professionnel

Directeur Wiesbauer-Dunahús Kft., Gönyű, Hongrie ; 2011 – 2012 • Chef d'exploitation Wiesbauer-Dunahús Kft., Gönyű, Hongrie ; 2005 – 2011 • Chef de service Neukauf Verbrauchermarkt GmbH ; 2002 – 2004 • Découpe Franken-Gut Fleischwaren GmbH ; 2001 – 2002 • Chef de service chez Fleisch- und Wurstverkauf BVA Warenhandelsgesellschaft, Würzburg ; 2000 – 2001 • Vendeur viandes et charcuterie BVA Warenhandelsgesellschaft ; 2000

Steven van Parijs

1971, nationalité belge
Directeur d'hôtel

Président de la direction générale Bell Benelux Holding N.V.
chez Bell depuis 2012 ; dans cette fonction depuis 2012

Parcours professionnel

Chef des ventes pour l'Europe chez PDC Brush ; 2010 – 2012 • Chef des ventes Cock's Charcuterie Benelux ; 2003 – 2010 • Key Account Manager Viangro ; 2002 – 2003 • Export Manager « Benelux & UK » Menissez ; 2000 – 2002 • Key Account Manager Dossche Mills & Bakery ; 1995 – 2000 • Directeur de restaurant, Colmar/Sbarro ; 1993 – 1995

Petr Poskočil

1966, nationalité tchèque
Ing. dipl. économie d'entreprise

Directeur ZIMBO Czechia s.r.o.
chez Bell depuis 2012 ; dans cette fonction depuis 2012

Parcours professionnel

Représentant du directeur d'Agrarfirma en Tchéquie ; 1988 – 1991 • Etudes et stages en Allemagne, Pays-Bas, Irlande ; 1991 – 1994 • Directeur Zimbo Czechia ; 1995

Bell France

Directeur de Salaison Polette & Cie SAS

Philippe Polette

1960, nationalité française
Diplôme de commerce

Président de la direction générale

chez Polette depuis la création de la société en 1980 ; en fonction depuis 1980

Mandats de conseil d'administration

Consortium des Salaisons d'Auvergne, Aubière • Fédération des Industriels Charcutiers, Traiteurs et Transformateurs de Viande (FICT), Paris

Membres du management supérieur *

Direction générale du groupe

Lorenz Wyss

Président de la direction générale du groupe
Responsable division Bell Suisse
Responsable division Bell Europe de l'Est/
Benelux

Martin Gysin

Responsable division Bell Finances/Services
Président adjoint de la direction générale du
groupe

Comité exécutif de direction du groupe

Michael Gloor

Responsable Révision interne

Elisabeth Wegeleben

Responsable Secrétariat général/Bureau des
actions/Secrétaire CA

Division Bell Finances/Services

Martin Gysin

Responsable division

Rolf Anti

Responsable Organisation

Thomas Denne

Responsable Controlling Division
Charcuterie/Division Viande fraîche

Peter Kunimünch

Responsable IT

Johannes Meister

Responsable Personnel/Formation

Marc Pittino

Responsable Controlling

Thomas Studer

Responsable Projets

Ulrich Süss

Responsable Comptabilité

*Selon état de l'information à la clôture de la rédaction

Division Bell Suisse

Lorenz Wyss

Responsable division

Comité exécutif de direction
division Bell Suisse

Davide Elia

Responsable Marketing/Communication

Secteur d'activité Viande fraîche

Josef Dähler

Responsable secteur d'activité

Jean-Luc Aebischer

Responsable Vente/Marketing Romandie

Roderich Christoph Balzer

Responsable Usine Oensingen

Christian Gremion

Responsable Viande fraîche Romandie

Thierry Guillod

Responsable Usines Romandie

Michel Lerch

Responsable Usine Bâle

Joachim Messner

Responsable adjoint Usine Bâle

Elvira Meyer

Responsable Vente/Marketing

Martin Reinhard

Responsable Achat

Stefan Seiler

Responsable Achat/Vente

Josef Zuber

Responsable Vente commerce/Gastro
Suisse alémanique

Secteur d'activité Volaille

Christine Schlatter

Responsable secteur d'activité

Frank Bechler

Assistant direction de division

Walter Bieri

Responsable Vente/Achat

Thomas Graf

Responsable Usine

Sara Patrizia Kraettli

Responsable Vente/Marketing

Christoph Schatzmann

Responsable Production animale intégrée

Secteur d'activité Charcuterie

Markus Bänziger

Responsable secteur d'activité

Thomas Abt

Responsable Logistique

Hanspeter Gysin

Responsable Planification/Technique

Ursula Kuhn

Responsable MQ/Laboratoire

Francesco Nicastro

Responsable Calcul/Contrôle d'exploitation/
Processus

Andreas Nieling

Responsable Usine Bâle

Roland Rufener

Responsable Achat non-food/articles de
commerce

Hanspeter Treichler

Responsable Usine Churwalden

Secteur d'activité Seafood/Logistique

Markus Bänziger

Responsable secteur d'activité

Seafood

José-Manuel Seabra

Responsable unité

Sébastien Garnier

Responsable Usine

Frigo St. Johann AG

Bruno Flückiger

Directeur

Division Bell Allemagne

Christian Schröder

Président de la direction générale
Responsable Distribution/Marketing

Jürgen Emtmann

Responsable Finances/Services

Markus von der Pütten

Responsable Production/Technique

Robert Blümel

Responsable de division
Approvisionnement/Logistique

Peter Drescher

Responsable de la distribution Discount

Andreas Eder

Responsable de division Personnel/Juridique

Benjamin Forell

Responsable de division Management
de la qualité

Karsten Glismann

Responsable de division IT

Heinrich Halberschmidt

Responsable de la distribution commerce
de détail alimentaire/gros consommateurs

Stephan Holst

Responsable de division Marketing

Frank Scholl

Responsable de division Distribution

Nikolaj Steber

Country Manager Espagne

Division Bell Europe de l'Est/Benelux

Lorenz Wyss

Responsable division

Jens Günther Hillebrand

Président-directeur général ZIMBO Perbál
Húsipari Termelő Kft.

Hedvic Szakács

Responsable Administration/Finances
Membre de la direction ZIMBO Perbál
Húsipari Termelő Kft.

Tamás Kováts

Responsable Vente ZIMBO Hongrie

Eugeniusz Philip

Président-directeur général Bell Polska
Sp. z o.o.

Maciej Banasiak

Responsable Distribution Bell Pologne
Membre de la direction Bell Polska Sp. z o.o.

Alicja Romanek

Responsable Administration/Finances Bell
Pologne
Membre de la direction Bell Polska Sp. z o.o.

Aleksandra Rowicka

Responsable Vente Bell Pologne,
Membre de la direction Bell Polska Sp. z o.o.

Steven Van Parijs

Président-directeur général Bell Benelux N.V.

Petr Poskočil

Directeur ZIMBO Czechia s.r.o.

Division Bell France

Philippe Polette

Président-directeur général Salaison
Polette & Cie SAS

Hervé Dametto

Responsable Usine Salaison Polette

Ludovic Jouanneau

Responsable Administration/Finances

Hugues Mataillet

Responsable Management de la qualité

Bruno Mugniery

Responsable Usine Maison de Savoie

Gilles Patient

Responsable Vente/Marketing

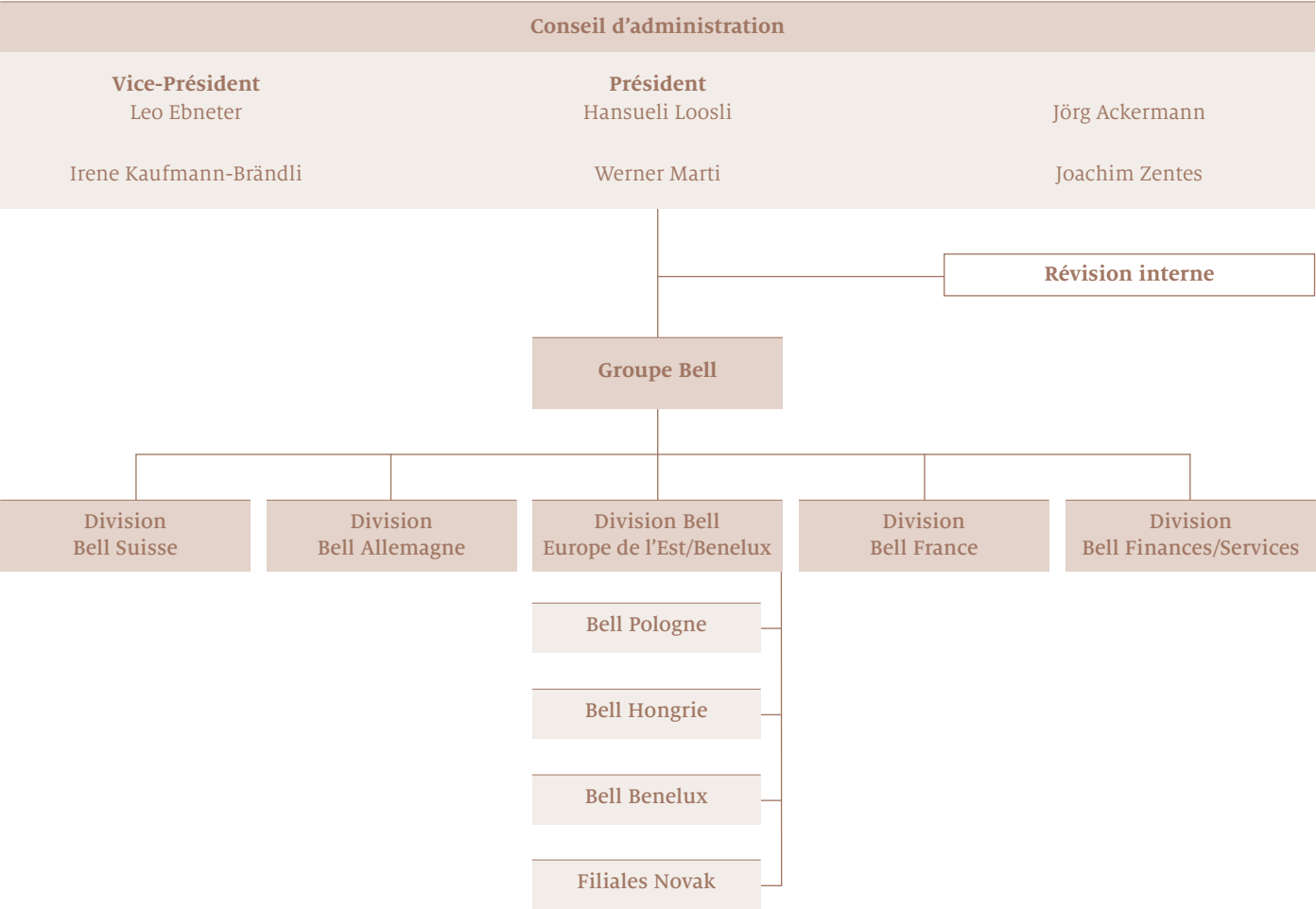
Charles-André Rogue

Responsable Usine Val de Lyon

Laurent Saccol

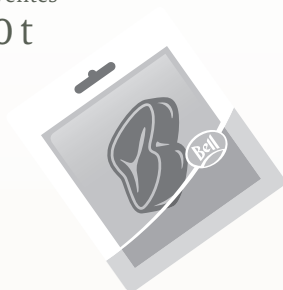
Responsable Usine St-André

Organigramme



Viande fraîche

Volume des ventes
55'900 t



Volaille

Volume des ventes
28'300 t



Viande spéciale

Volume des ventes
790 t



Seafood

Volume des ventes
5'700 t



Charcuterie Suisse

Volume des ventes
32'400 t



Charcuterie international

Volume des ventes
99'200 t



Volume des ventes par groupes de produits ;
nombres arrondis

Bell en chiffres

Rapport financier



SOMMAIRE

— Groupe Bell

- 56 — Rapport financier
- 58 — Bilan consolidé
- 59 — Compte de résultat consolidé
- 60 — Flux de fonds
- 61 — Justification des fonds propres
- 62 — Principes de consolidation et d'évaluation
- 66 — Annexe au bilan consolidé
- 73 — Annexe au compte de résultat consolidé
- 79 — Données complémentaires
- 80 — Participations importantes
- 81 — Aperçu sur plusieurs années
- 82 — Informations sur les actions
- 83 — Rapport de l'organe de révision

— Bell SA

- 84 — Bilan
- 85 — Compte de résultat
- 86 — Répartition du bénéfice / Annexe
- 87 — Rapport de l'organe de révision

- 88 — Contact
- 89 — Impressum

— Tous les nombres sont arrondis individuellement



Rapport financier

Evolution stable des affaires

Martin Gysin,
Responsable division Bell Finances/Services

Chères et chers actionnaires,

L'exercice 2012 fut une fois de plus marqué par les prix élevés des matières premières en Europe et les difficultés à les répercuter à nos clients. Cela s'est traduit par un net recul du résultat opérationnel. La stabilité des affaires en Suisse, notre marché domestique, a permis d'atténuer la baisse.

Notre écoulement a même progressé de 1,4 % ici, malgré un marché globalement en recul. Avec une hausse de 6,2 %, la croissance quantitative était aussi particulièrement réjouissante en France. En Allemagne, les assortiments de jambon cru ont progressé de 6,3 % alors que le volume des produits de charcuterie échaudés a reculé de 7,1 % en raison de mesures de rationalisation des assortiments. Nous avons également enregistré un net recul des volumes en Belgique, mais il s'agit là de transactions commerciales dont l'importance stratégique est minime.

La diminution des produits s'explique par un soutien accru accordé aux activités promotionnelles de nos principaux clients. Lors de promotions, des baisses de prix sont directement déduites de la facture, si bien que le produit des ventes de marchandises s'en trouve réduit. En contrepartie, les ristournes ont diminué. Après correction de cet effet, la diminution des produits est très faible par rapport à l'exercice précédent.

La marge bénéficiaire brute a reculé de 0,2 %. Les frais de personnel ont augmenté de 15,8 à 16,1 % du produit net. Les charges d'exploitation ont augmenté de 24,9 à 25,6 %. Ces chiffres comprennent environ CHF 9 millions de charges exceptionnelles liées à la fermeture du site administratif de Bochum et des coûts de restructuration de nos activités en Allemagne. Au cours de l'exercice précédent, des avoirs comptables d'environ CHF 6 millions apparaissaient dans ce poste. Après correction de ces deux effets spéciaux, le taux des charges d'exploitation de 25,3 % est pratiquement inchangé par rapport à l'exercice précédent. Le résultat d'exploitation corrigé avant intérêts, impôts et amortissements a reculé de 8 à 7,7 %.

Le résultat d'exploitation avant intérêts et impôts (EBIT) a augmenté de CHF 90 millions à environ CHF 99 millions. Après correction des effets spéciaux au cours de cette année et de l'exercice précédent, nous enregistrons toutefois un léger recul au niveau EBIT de CHF 111 millions (2011 corrigé) à CHF 108 millions (2012 corrigé).

Le résultat de sociétés associées contient des bénéfices proportionnels de Hilcona AG et Centravo Holding AG. Des amortissements de goodwill ont de nouveau été effectués en compensation sur la quote-part de bénéfices de Hilcona AG. Les résultats de Gastro Star, une société reprise par Hilcona en milieu d'année 2012, sont intégrés dans le bénéfice proportionnel de Hilcona.

A fin 2012, l'endettement net s'élevait à environ CHF 249 millions, soit en baisse de CHF 5 millions par rapport à l'exercice précédent. Les investissements en immobilisations corporelles de CHF 75 millions et dans le financement de Hilcona de CHF 41 millions ont pu être entièrement financés par le cash-flow de l'exercice. Parallèlement, les actifs circulants nets ont enregistré une hausse d'environ CHF 16 millions.

Les fonds propres avant participations minoritaires ont augmenté d'environ CHF 50 millions à CHF 675 millions. La quote-part des fonds propres s'élève ainsi à 51,4 %.

En 2012, nous avons regroupé et intégré nos activités en Allemagne au sein de Bell Deutschland GmbH + Co KG. En plus d'une baisse des coûts futurs, la nouvelle organisation permet un traitement nettement plus efficient du marché. Nous sommes convaincus que les mesures prises, ainsi que les majorations de prix effectives uniquement vers la fin de l'année 2012, généreront une nette amélioration de nos résultats hors de Suisse. De premiers signes dans ce sens ont déjà pu être constatés au cours des deux derniers mois de l'exercice considéré.

En février 2012, les autorités cartellaires allemandes ont lancé une procédure pour entente illicite sur les prix contre l'ancienne société Gebrüder Abraham GmbH. Nous considérons que ces reproches sont infondés et d'ailleurs prescrits pour la plupart. De ce fait, nous avons renoncé à constituer des provisions.

La restructuration en Allemagne a entraîné la suppression de certaines sociétés du groupe. Les détails à ce propos sont résumés dans le schéma des participations en page 80. Ces modifications n'ont toutefois pas conduit à une modification matérielle du périmètre de consolidation. Par ailleurs, seules nos activités commerciales avec ZIMBO Scandinavie ont été liquidées au 31.12.2012 sous la forme d'un management buy-out. Les répercussions matérielles sur le chiffre d'affaires et le niveau de rentabilité sont négligeables.



Martin Gysin
Responsable division Bell Finances/Services

Bilan consolidé

en milliers de CHF	Annexe	31.12.2012	31.12.2011	
Disponibilités	1	37 848	22 708	
Titres	2	3 270	5 582	
Créances de livraisons et prestations	3	154 803	149 004	
Créances d'entreprises affiliées	4	127 210	111 027	
Autres créances à court terme		35 901	45 007	
Stocks	5	185 187	170 109	
Comptes de régularisation		10 721	16 885	
Actifs circulants		554 942	42.2%	520 322 41.6%
Immobilisations financières	12	147 298	103 305	
Immobilisations incorporelles	13	64 249	76 692	
Terrains et bâtiments	14	323 097	322 096	
Installations techniques et agencement	15	225 632	229 723	
Capitaux immobilisés		760 276	57.8%	731 815 58.4%
Actifs		1 315 218	100.0%	1 252 138 100.0%
Engagements financiers à court terme	9	114 210	116 696	
Dettes sur livraisons et prestations		153 998	142 472	
Dettes d'entreprises affiliées	6	13 947	21 912	
Autres engagements à court terme	7	39 387	38 885	
Provisions à court terme	11	14 193	9 726	
Comptes de régularisation	8	59 317	61 925	
Fonds étrangers à court terme		395 051	30.0%	391 616 31.3%
Engagements financiers à long terme	9	175 538	164 998	
Provisions à long terme	11	69 157	68 940	
Fonds étrangers à long terme		244 695	18.6%	233 939 18.7%
Fonds étrangers		639 746	48.6%	625 555 50.0%
Capital-actions		2 000	2 000	
Réserves de bénéfices		678 458	630 698	
Différences de conversion		-78 063	-75 406	
Actions propres		-3 130	-3 113	
Bénéfice de l'exercice		75 849	71 618	
Fonds propres avant part de tiers au capital		675 114	51.3%	625 797 50.0%
Part de tiers au capital		358	786	
Fonds propres		675 472	51.4%	626 583 50.0%
Passifs		1 315 218	100.0%	1 252 138 100.0%

Compte de résultat consolidé

en milliers de CHF	Annexe	2012		2011	
Chiffre d'affaires	16	2 526 520		2 516 953	
Autres produits d'exploitation	16	61 227		59 848	
Produits bruts d'exploitation		2 587 747		2 576 801	
Diminution des produits	16	-79 369		-94 213	
Produits nets d'exploitation		2 508 378	100.0%	2 482 588	100.0%
Charges de matières premières et de matières consommables		1 680 926	67.0%	1 659 306	66.8%
Résultat brut d'exploitation		827 452	33.0%	823 282	33.2%
Charges de personnel	17 / 24	403 015	16.1%	391 416	15.8%
Loyers	18 / 24	21 639		21 759	
Energie, matériaux d'exploitation et auxiliaires	19	51 042		49 214	
Réparations et entretien		46 425		46 096	
Transports externes		62 900		62 471	
Publicité		19 948		20 989	
Autres charges d'exploitation	20 / 24	37 345		27 046	
Charges d'exploitation	21	642 313	25.6%	618 991	24.9%
Résultat d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA)		185 138	7.4%	204 291	8.2%
Amortissements sur immobilisations corporelles	14 / 15 / 24	71 996	2.9%	72 144	2.9%
Amortissements sur immobilisations incorporelles*	13 / 24	4 787		11 608	
Amortissements sur goodwill*	13 / 24	9 210		30 691	
Résultat d'exploitation avant intérêts et impôts (EBIT)		99 145	4.0%	89 849	3.6%
Produits financiers (y.c. résultat des sociétés associées)	22 / 24	10 780		25 754	
Charges financières	22	9 629		14 342	
Bénéfice d'exploitation avant impôts (EBT)		100 296	4.0%	101 261	4.1%
Impôts	23 / 24	24 089		28 865	
Bénéfice d'exploitation après impôts		76 207	3.0%	72 396	2.9%
Part de tiers au bénéfice		-358		-778	
Bénéfice de l'exercice		75 849	3.0%	71 618	2.9%

*En 2011, amortissement non planifié sur goodwill et valeur de marques de mille CHF 26 016.

Flux de fonds

en milliers de CHF	2012		2011	
Bénéfice d'exploitation après impôts	76 207		72 396	
Amortissements des immobilisations corporelles	71 996		70 294	
Amortissements exceptionnels des immobilisations corporelles	–		1 850	
Amortissements des immobilisations incorporelles	13 997		16 282	
Amortissements exceptionnels des immobilisations incorporelles	–	85 993	26 016	114 442
Produits (–) pertes (+) issus de la cession d'immobilisations corporelles	–61		–929	
Dividende de sociétés associées	2 646		–	
Produits issus de l'évaluation des participations non consolidées	–5 482		–6 273	
Bénéfice (–) perte (+) des actifs de la fondation	–		390	
Augmentation (–) diminution (+) des impôts latents actifs	230		1 133	
Variation des provisions	4 777		849	
Flux de fonds avant variation des actifs circulants nets	164 310		182 008	
Augmentation (–) et diminution (+) des stocks	–15 740		–19 180	
Augmentation (–) et diminution (+) des créances	–15 028		–27 470	
Augmentation (–) et diminution (+) des comptes de régularisation actifs	6 148		1 957	
Augmentation (+) et diminution (–) des engagements	4 291		–23 101	
Augmentation (+) et diminution (–) des comptes de régularisation passifs	–2 498		13 585	–54 209
Flux de fonds relatifs à l'exploitation	141 484		127 799	
Investissements dans des installations techniques et agencement	–48 076		–52 664	
Désinvestissements des installations techniques et agencement	432	–47 644	9 850	–42 814
Investissements dans l'immobilier et terrains	–22 353		–10 554	
Désinvestissements de l'immobilier et terrains	158	–22 195	2 059	–8 495
Investissements dans des participations et immobilisations financières	–41 116		–116 883	
Désinvestissements de participations et immobilisations financières	1 835		1 624	
Investissements (–) / Désinvestissements (+) de titres	2 312	–36 969	–1 070	–116 329
Investissements dans des immobilisations incorporelles	–3 837		–6 839	
Désinvestissements des immobilisations incorporelles	–	–3 837	3	–6 836
Flux de fonds relatifs aux investissements	–110 645		–174 474	
Modification des obligations financières	9 018		51 418	
Investissements dans des actions propres (–) / Désinvestissements (+)	13		5 515	
Dividendes	–24 672		–20 680	
Flux de fonds relatifs aux opérations financières	–15 641		36 253	
Solde des flux de fonds	15 197		–10 422	
Disponibilités au 01.01.	22 708		33 674	
Influence des comptes libellés en monnaies étrangères sur les liquidités	–58		–544	
Variation des disponibilités	15 197		–10 422	
Disponibilités au 31.12.	37 848		22 708	

Justification des fonds propres

en milliers de CHF

	Capital- actions	Réserves bénéfices	Différences de conversion	Actions propres	Bénéfice exercice	Fonds propres	Part de tiers au capital	Fonds propres total
Fonds propres au 01.01.2012	2 000	630 698	-75 406	-3 113	71 618	625 797	786	626 584
Modification du périmètre de consolidation	-	-	-	-	-	-	-	-
Prise de participation	-	-	-	-	-	-	-	-
Répartition du bénéfice	-	71 618	-	-	-71 618	-	-	-
Dividende	-	-23 888	-	-	-	-23 888	-784	-24 672
Achat / vente actions propres	-	30	-	-17	-	13	-	13
Bénéfice de l'exercice	-	-	-	-	75 849	75 849	358	76 207
Influence du taux de change	-	-	-2 656	-	-	-2 656	-2	-2 658
Fonds propres au 31.12.2012	2 000	678 458	-78 063	-3 130	75 849	675 114	358	675 472
Fonds propres au 01.01.2011	2 000	584 299	-67 352	-6 992	64 519	576 474	13 982	590 457
Modification du périmètre de consolidation	-	-	-	-	-	-	-	-
Prise de participation	-	-	-	-	-	-	-13 006	-13 006
Répartition du bénéfice	-	64 519	-	-	-64 519	-	-	-
Dividende	-	-19 755	-	-	-	-19 755	-925	-20 680
Achat / vente actions propres	-	1 635	-	3 879	-	5 514	-	5 514
Bénéfice de l'exercice	-	-	-	-	71 618	71 618	778	72 396
Influence du taux de change	-	-	-8 054	-	-	-8 054	-43	-8 097
Fonds propres au 31.12.2011	2 000	630 698	-75 406	-3 113	71 618	625 797	786	626 584

Réserves légales 2012 mille CHF 22 087 (année précédente mille CHF 22 139).

	Nombre d'actions au 01.01.	Entrée actions propres	Sortie actions propres	Entrée ac- tions propres participation du personnel	Sortie ac- tions propres participation du personnel	Nombre d'actions au 31.12.
Titres						
Actions émises	400 000	-	-	-	-	400 000
Actions propres détenues par la société	-2 206	-369	-	-104	648	-2 031
Titres en circulation 2012	397 794	-369	-	-104	648	397 969
Actions émises	400 000	-	-	-	-	400 000
Actions propres détenues par la société	-5 316	-400	3 147	-160	523	-2 206
Titres en circulation 2011	394 684	-400	3 147	-160	523	397 794

Principes de consolidation et d'évaluation

Principes

Les principes de consolidation, d'évaluation, de répartition et de présentation sont conformes à toutes les recommandations relatives à la présentation des comptes (Swiss GAAP RPC). Ils sont appliqués à toutes les sociétés du périmètre de consolidation.

Périmètre de consolidation

L'ensemble des participations de Bell SA, dans lesquelles Bell détient, directement ou indirectement, plus de 50% des droits de vote ou exerce la direction par un accord contractuel sont incluses dans les présents bilan et compte de résultat. Les parts de sociétés supérieures à 20% des voix, mais inférieures à 50%, ont été évaluées et prises en compte dans le bilan selon la part effective des fonds propres. Les participations avec une part inférieure à 20% ont été prises en compte dans le bilan à leur valeur boursière au 31 décembre. En l'absence de valeur boursière, l'évaluation a été faite à la valeur d'acquisition moins une correction de valeur en cas de diminution de celle-ci. L'aperçu des participations et leur influence sur les présents résultat du groupe figurent à la page 80 du rapport annuel.

Comptes libellés en monnaies étrangères

Les bilans des sociétés en monnaies étrangères ont été convertis au cours de fin d'année au 31 décembre, les comptes de résultat de ces sociétés au cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion du bilan d'entrée et du bilan de clôture ainsi que ceux découlant de l'utilisation de taux de conversion différents entre le bilan et le compte de résultat ont été compensés sans incidence sur le résultat.

Taux de conversion

		2012	2011
Bilan	EUR 1	= CHF 1,2072	= CHF 1,2200
	CZK 1	= CHF 0,0480	= CHF 0,0480
	HUF 100	= CHF 0,4146	= CHF 0,3900
	PLN 1	= CHF 0,2963	= CHF 0,2730
	USD 1	= CHF 0,9150	= CHF 0,9400
CR	EUR 1	= CHF 1,2075	= CHF 1,2333
	CZK 1	= CHF 0,0480	= CHF 0,0502
	HUF 100	= CHF 0,4163	= CHF 0,4426
	PLN 1	= CHF 0,2884	= CHF 0,2999
	USD 1	= CHF 0,9317	= CHF 0,8804

Consolidation des actifs et passifs, chiffres d'affaires internes et bénéfices intermédiaires

Tous les avoirs et les engagements internes au groupe ont été compensés et éliminés dans le cadre de la consolidation. Les différences provenant de l'application de différents cours de conversion sur l'investissement net dans des sociétés étrangères ont été compensées sans incidence sur le résultat par le biais des fonds propres. Toutes les livraisons et prestations internes au groupe ont été compensées et éliminées dans le cadre de la consolidation. Il a été possible de renoncer à une élimination des bénéfices intermédiaires, vu que les effets sur le compte de résultat du groupe sont insignifiants.

Consolidation du capital

La consolidation est effectuée selon la méthode d'acquisition (« purchase method »), ce qui veut dire que le capital d'une société est comptabilisé au prix d'achat, majoré des frais d'acquisition, à la date d'acquisition. Des adaptations du prix d'acquisition en fonction de futurs résultats font l'objet d'évaluations. Un goodwill résultant d'une telle évaluation est activé et amorti par le biais du compte de résultat sur une durée de cinq à huit ans. En cas de goodwill négatif, celui-ci est imputé aux comptes dès la première consolidation. En cas d'écart entre une estimation et le prix d'acquisition définitif, le goodwill est adapté en conséquence.

Evaluation

On a choisi d'une manière générale les principes de la valeur historique. Les actifs circulants sont alors évalués en fonction de leur valeur d'acquisition ou à une valeur de marché inférieure. Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, déduction étant faite des amortissements imposés par la gestion d'entreprise. L'évaluation est réalisée selon les mêmes principes pour l'ensemble des sociétés du groupe. Les terrains et bâtiments de sociétés consolidées pour la première fois ont été réévalués au moment du rachat, et intégrés aux comptes du groupe. Pour les autres immobilisations corporelles, les valeurs résiduelles ont été calculées conformément aux principes d'amortissement de Bell, sur la base des valeurs d'acquisition historiques, et adaptées en conséquence dans les comptes du groupe.

Disponibilités

Les disponibilités contiennent des dépôts à terme et créances comptables d'une échéance inférieure à 90 jours.

Titres

Les titres comprennent les titres négociables qui sont portés au bilan au cours du 31 décembre.

Créances

Les pertes décelables et encourues sont imputées sur le compte de résultats l'année où elles sont survenues. La correction de valeur pour des réserves pour débiteurs douteux représente 1 % du portefeuille de créances sur la base de valeurs d'expérience. Le montant total de ces corrections apparaît dans l'annexe.

Stocks

L'évaluation des stocks s'effectue selon la « méthode Fifo », aux coûts de production. En cas de stocks exigeant une durée de maturation très longue, l'évaluation s'effectue à leur valeur d'achat moyenne. Les dépréciations par rapport à la valeur d'acquisition ont été prises en compte. Dans la mesure où ils sont identifiables, les risques sur les stocks ont été pris en compte.

Impôts latents actifs

Des impôts résultent de reports de pertes dans la consolidation initiale. Ce poste représentait CHF 0,2 million en 2012. Nous considérons les impôts latents actifs restants comme une substance existante. Concernant les taux d'imposition, nous renvoyons aux remarques relatives aux « Provisions / obligations de prévoyance ».

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières comprennent des titres non cotés. Ils sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition ou à la valeur vénale si celle-ci est inférieure.

Capital immobilisé

Les participations qui n'ont pas été consolidées en 2012 sont indiquées dans le schéma des participations à la page 80.

L'évaluation des immobilisations corporelles s'est effectuée à la valeur d'acquisition, déduction étant faite des amortissements imposés par la gestion d'entreprise et de dépréciations durables. Les amortissements ont été effectués sur une base linéaire, en fonction de la durée d'utilisation. Les corrections de valeur découlent des comptes libellés en monnaies étrangères. Les objets en leasing ont été activés dans le cadre de la consolidation et amortis par le biais de la durée d'utilisation régulière. Les passifs correspondants sont indiqués dans la rubrique « Engagements financiers ».

Durée d'utilisation des actifs immobilisés

Bâtiments administratifs et de production	30–40 ans
Machines et dispositifs	8–10 ans
Installations	10–15 ans
Véhicules	5–7 ans
Mobilier	5–10 ans
Matériel informatique	4 ans
Logiciels	4 ans
Droits de marques	8 ans
Goodwill	5–8 ans

Investissements immatériels

En plus de logiciels, les investissements immatériels contiennent également des droits de marques acquis et le goodwill. En 2012, nous n'avons enregistré aucune nouvelle inclusion dans le goodwill. De manière analogue à l'année précédente, les amortissements du goodwill « Hilcona » sont compensés dans les comptes financiers avec le résultat annuel proportionnel. Le contrôle des valeurs à activer parmi les différentes positions du goodwill n'a donné lieu à aucune rectification. En 2011, des amortissements supplémentaires de l'ordre de CHF 20 millions sur le goodwill de consolidation avaient été effectués suite à l'examen de la valeur intrinsèque de ZIMBO, ainsi que d'environ CHF 6 millions sur la valeur de la marque.

Provisions / obligations de prévoyance

Les régularisations et les provisions ont été constituées et évaluées selon des principes objectifs de gestion d'entreprise, une attention suffisante ayant été portée aux risques. Les impôts latents sont provisionnés sur les différences entre les valeurs RPC et les valeurs comptables fiscalement déterminantes selon la « méthode Liability », au taux fiscal applicable à notre groupe de 22,5% (année précédente 23,5%) pour la Suisse, 27% pour l'Allemagne et la France et 25% pour les autres pays.

En février 2012, les autorités cartellaires allemandes ont lancé une procédure pour entente illicite sur les prix contre l'ancienne société Gebrüder Abraham GmbH. Nous considérons que ces reproches sont infondés et d'ailleurs prescrits pour la plupart. De ce fait, nous avons renoncé à constituer des provisions.

Les collaborateurs de Bell Suisse sont assurés auprès de la CPV / CAP Caisse de pension Coop, dont le taux de couverture, selon l'art. 44 LPP2, était de 104,6% (année précédente 98,8%). D'autres engagements en faveur du personnel n'apparaissent au bilan que dans la mesure où ils ne sont pas pris en charge par la CPV / CAP Caisse de pension Coop.

La Fondation de prévoyance du personnel de Bell Suisse SA est en liquidation. Le capital libre de la fondation apparaît parmi les immobilisations financières.

Fonds propres

Depuis 2008, des modifications résultant de conversions apparaissent comme poste spécifique des fonds propres. Des résultat de transactions et dividendes sur les actions propres sont directement ajoutés aux réserves de bénéfices.

Participation des collaborateurs

Tous les collaborateurs du groupe Bell peuvent, dès leur troisième année de service et par année civile, acquérir cinq actions (conseil d'administration, direction générale et management 10) de Bell SA à 80% du cours moyen du mois civil précédent. En outre, la moitié de la participation aux bénéfices attribuée aux membres de la direction et au management supérieur peut être versée en titres de Bell SA. Les titres remis dans le cadre de ce programme de participation du personnel sont soumis à une interdiction d'aliénation de quatre ans. Dans le cadre de ce programme, 648 actions ont été distribuées au personnel en 2012 (année précédente : 523) et 104 rachetées (année précédente : 160). L'imputation a été effectuée sur les frais de personnel, sur la base du cours de l'action à la date d'octroi.

Rabais, ristournes et escomptes

Les rabais, ristournes et escomptes sont directement déduits du poste considéré et le coût de revient est réduit en conséquence.

Acomptes versés

Les acomptes versés à des fournisseurs sont imputés aux postes correspondants.

Evénements postérieurs à la date du bilan

Aucun événement majeur ne s'est produit entre la date du bilan et l'approbation des comptes consolidés de Bell SA le 1^{er} février 2013 par le conseil d'administration. Ces comptes consolidés seront présentés pour décharge à l'assemblée générale le 17 avril 2013.

Annexe au bilan consolidé

en milliers de CHF	2012	Quote-part	2011
1. Disponibilités			
Caisse	1 442	3.8%	1 658
Avoirs en comptes de chèques postaux	150	0.4%	330
Avoirs en banque à vue	24 401	64.5%	16 721
Dépôts à terme et créances comptables	11 855	31.3%	3 999
Disponibilités	37 848	100.0%	22 708
Répartition par devises			
CHF	16 664	44.0%	10 319
EUR	13 678	36.1%	9 152
Autres devises	7 506	19.8%	3 237
Disponibilités	37 848	100.0%	22 708
2. Titres			
Actions et placements alternatifs	3 270	100.0 %	5 582
Obligations et placements alternatifs	–	–	–
Titres	3 270	100.0 %	5 582
3. Créances de livraisons et de prestations			
Correction de valeur soldée dans les créances	–2 369		–3 277
4. Créances d'entreprises affiliées			
Sociétés du groupe Coop	116 545	91.6%	104 706
Autres entreprises affiliées	10 666	8.4%	6 321
Créances d'entreprises affiliées	127 210	100.0%	111 027
5. Stocks			
Matières premières et produits finis	176 701	95.4%	162 225
Matériaux auxiliaires	16 469	8.9%	16 599
Réajustement de valeurs suite à des dépréciations	–7 983	–4.3%	–8 715
Stocks	185 187	100.0%	170 109
6. Dettes d'entreprises affiliées			
Engagements groupe Coop	11 696	83.9%	21 844
Engagements autres sociétés affiliées	2 250	16.1%	68
Dettes d'entreprises affiliées	13 947	100.0%	21 912
7. Autres engagements à court terme			
Actionnaires	12	0.0%	12
Taxe sur la valeur ajoutée	10 302	26.2%	11 902
Impôts sur le capital et le bénéfice	22 906	58.2%	23 895
Autres impôts	279	0.7%	543
Divers tiers	5 888	14.9%	2 533
Autres engagements à court terme	39 387	100.0%	38 885

Annexe au bilan consolidé

en milliers de CHF

	2012	Quote-part	2011
8. Comptes de régularisation			
Divers passifs transitoires	39 972	67.4%	44 049
Comptes de régularisation du personnel et des oeuvres sociales	19 344	32.6%	17 875
Comptes de régularisation	59 317	100.0%	61 925
9. Engagements financiers			
Emprunts bancaires et crédits à court terme	114 210	39.4%	112 885
Emprunts à court terme des sociétés affiliées	–	–	3 695
Comptes courants avec tiers	–	–	116
Engagements financiers à court terme	114 210	39.4%	116 696
Emprunts bancaires et crédits à long terme	175 538	60.6%	164 998
Emprunts à long terme des sociétés affiliées	–	–	–
Engagements financiers à long terme	175 538	60.6%	164 998
Engagements financiers	289 748	100.0%	281 694
Structure de l'échéancier des engagements financiers			
remboursables dans les 360 jours	114 210	39.4%	116 696
remboursables en deux ans	164 254	56.7%	36 164
remboursables en trois ans et plus	11 284	3.9%	128 835
Engagements financiers	289 748	100.0%	281 694
Engagements financiers par devises			
CHF	189 662	65.5%	185 487
EUR	99 137	34.2%	95 125
Autres devises	949	0.3%	1 082
Engagements financiers	289 748	100.0%	281 694

10. Acquisition et cession d'entreprises

Pas d'élément nouveau en 2012

D'élément nouveau 2011	Bell Convenience ¹ 01.01.2011	Hilcona AG ² 01.01.2011	Hoppe GmbH ³ 01.05.2011	Kocherhans + Schär AG ⁴ 27.06.2011	SBA Schlacht- betrieb Basel AG ⁵ 01.07.2011
Disponibilités	–	17 504	1 155	157	576
Créances	–	49 842	3 694	331	1 382
Stocks	1 734	49 167	1 195	82	–
Immobilisations corporelles	5 289	177 692	13 551	4 918	5 213
Autres engagements	1 022	27 810	3 297	238	786
Engagements financiers	–	115 849	6 248	1 728	1 257

¹ Cession d'entreprise² Nouvelle introduction dans le périmètre de consolidation au 01.01.2011 selon part du capital propre ; valeurs incluant Bell Convenience.³ Première intégration au 01.05.2011⁴ Fusion avec Bell Suisse SA⁵ entièrement intégré dans la consolidation à partir du 01.07.2011

Annexe au bilan consolidé

en milliers de CHF

	Pré-retraite	Cadeaux d'ancienneté	Congés- et heures supp.	Impôts latents	Autres provisions	Restruc- turation	Total
11. Provisions							
Provisions au 01.01.2012	21 144	3 135	4 674	44 128	4 981	604	78 666
Modification du périmètre de consolidation	–	–	–	–	–	–	–
Reclassement	162	–162	–	–	–	–	–
Création	2 276	245	4 392	1 435	19	5 125	13 492
Dissolution	–955	–11	–4 130	–1 937	–1 396	–287	–8 715
Influence du taux de change	–45	–	–6	–14	–28	–	–92
Provisions au 31.12.2012	22 583	3 207	4 931	43 612	3 575	5 442	83 351
à long terme 2012	20 794	2 341	–	43 612	2 410	–	69 157
à court terme 2012	1 789	867	4 931	–	1 165	5 442	14 193
Provisions au 01.01.2011	21 926	3 027	4 708	44 073	5 069	1 364	80 167
Modification du périmètre de consolidation	–	–	207	690	–	–	897
Reclassement dans passifs transitoires	–	–	–	–1 439	–	–	–1 439
Reclassement	–427	427	–	–	500	–500	–
Création	1 871	1 120	3 824	989	1 345	–	9 148
Dissolution	–2 119	–1 439	–4 050	–116	–315	–260	–8 299
Emploi	–	–	–	–	–1 521	–	–1 521
Influence du taux de change	–107	–	–14	–69	–97	–	–287
Provisions au 31.12.2011	21 144	3 135	4 674	44 128	4 981	604	78 666
à long terme 2011	20 266	2 096	–	44 128	2 451	–	68 940
à court terme 2011	878	1 040	4 674	–	2 530	604	9 726

Annexe au bilan consolidé

en milliers de CHF	Participations non consolidées	Prêts aux entreprises affiliées*	Prêts à des tiers	Fonds pro- pres de la fondation	Impôts latents actifs	Autres immob. financières	Total
12. Immobilisations financières							
Valeur nette comptable au 01.01.2012	94 783	1 023	244	4 453	2 440	362	103 305
Valeur d'acquisition au 01.01.2012	94 783	1 023	244	4 453	2 440	362	103 305
Modification du périmètre de consolidation	–	–	–	–	–	–	–
Investissements	9 856	31 000	–	–	–	260	41 116
Désinvestissements / Dividendes de sociétés associées	–2 718	–794	–244	–725	–	–	–4 481
Réévaluation	7 614	–	–	–	–230	–	7 383
Reclassement	–	–	–	–	–	–	–
Différences de conversion	–	–	–	–	–26	–	–26
Valeur nette comptable au 31.12.2012	109 535	31 229	–	3 728	2 184	622	147 298
Valeur nette comptable au 01.01.2011	27 639	610	449	5 119	5 106	228	39 151
Valeur d'acquisition au 01.01.2011	27 639	610	449	5 119	5 106	228	39 151
Modification du périmètre de consolidation	–1 136	–	–	–	–	–	–1 136
Investissements	59 921	1 560	–	–	–	134	61 614
Désinvestissements	–43	–1 100	–205	–276	–	–	–1 624
Reclassement en provisions	–	–	–	–	–1 439	–	–1 439
Réévaluation	8 405	–	–	–390	–1 133	–	6 882
Reclassement	–	–	–	–	–	–	–
Différence de conversion	–3	–47	–	–	–95	–	–144
Valeur nette comptable au 31.12.2011	94 783	1 023	244	4 453	2 440	362	103 305

*Il n'existe pas de prêts aux organes de la société.

Annexe au bilan consolidé

en milliers de CHF	Logiciels	Droit des marques	Autres droits	Goodwill	Total
13. Immobilisations incorporelles					
Valeur nette comptable au 01.01.2012	12 586	–	1 611	62 495	76 692
Valeur d'acquisition au 01.01.2012	37 295	10 046	2 045	166 533	215 920
Modification du périmètre de consolidation	–	–	–	–	–
Investissements	3 820	–	17	–	3 837
Désinvestissements	–1	–	–	–	–1
Regroupement	391	–	–37	–	354
Différences de conversion	–101	–105	–14	–1 257	–1 478
Valeur d'acquisition au 31.12.2012	41 404	9 940	2 011	165 276	218 632
Amortissements cumulés au 01.01.2012	24 709	10 046	435	104 038	139 227
Modification du périmètre de consolidation	–	–	–	–	–
Amortissements courants*	4 637	–	150	11 342	16 129
Amortissements exceptionnels	–	–	–	–	–
Amortissements cumulés / désinvestissements	–1	–	–	–	–1
Regroupement	–	–	–37	–	–36
Différences de conversion	–42	–105	1	–790	–937
Amortissements cumulés au 31.12.2012	29 303	9 940	549	114 590	154 383
Valeur nette comptable au 31.12.2012	12 101	–	1 462	50 686	64 249
Valeur nette comptable au 01.01.2011	10 447	7 391	822	57 644	76 303
Valeur d'acquisition au 01.01.2011	31 166	10 293	1 324	130 287	173 071
Modification du périmètre de consolidation	252	–	–	39 382	39 634
Investissements	5 838	–	1 001	–	6 839
Désinvestissements	–481	–	–9	–	–490
Regroupement	724	–	–221	–	503
Différences de conversion	–205	–247	–50	–3 136	–3 638
Valeur d'acquisition au 31.12.2011	37 295	10 046	2 045	166 533	215 920
Amortissements cumulés au 01.01.2011	20 719	2 902	502	72 644	96 767
Modification du périmètre de consolidation	209	–	–	–	209
Amortissements courants*	4 161	1 216	150	12 887	18 414
Amortissements exceptionnels	–	6 081	–	19 935	26 016
Amortissements cumulés / désinvestissements	–478	–	–9	–	–487
Regroupement	189	–	–189	–	–
Différences de conversion	–91	–154	–20	–1 428	–1 692
Amortissements cumulés au 31.12.2011	24 709	10 046	435	104 038	139 227
Valeur nette comptable au 31.12.2011	12 586	–	1 611	62 495	76 692

*L'amortissement du goodwill de Hilcona est compris dans le bénéfice des participations.

Annexe au bilan consolidé

en milliers de CHF

	Terrains construits	Bâtiments administratifs et de production	Transformations dans bâtiments loués	Bâtiments en construction	Total
14. Terrains et bâtiments					
Valeur nette comptable au 01.01.2012	48 832	264 216	1 239	7 809	322 096
Valeur d'acquisition au 01.01.2012	48 911	569 902	3 311	7 809	629 932
Modification du périmètre de consolidation	–	–	–	–	–
Investissements	16 522	2 096	–	3 735	22 353
Désinvestissements	–153	–4	–	–	–158
Regroupement	–220	4 191	–	–5 793	–1 822
Différences de conversion	–106	–654	–	–50	–810
Valeur d'acquisition au 31.12.2012	64 953	575 531	3 311	5 700	649 495
Amortissements cumulés au 01.01.2012	79	305 686	2 071	–	307 836
Modification du périmètre de consolidation	–	–	–	–	–
Amortissements courants	8	18 938	138	–	19 084
Amortissements exceptionnels	–	–	–	–	–
Amortissements cumulés / désinvestissements	–	–	–	–	–
Regroupement	–	–99	–	–	–99
Différences de conversion	–1	–423	–	–	–424
Amortissements cumulés au 31.12.2012	86	324 101	2 210	–	326 397
Valeur nette comptable au 31.12.2012	64 867	251 429	1 101	5 700	323 097
Valeur nette comptable au 01.01.2011	48 268	272 621	781	3 940	325 610
Valeur d'acquisition au 01.01.2011	48 348	554 039	2 456	3 940	608 784
Modification du périmètre de consolidation	1 747	19 865	1 083	–	22 695
Investissements	1 000	2 537	–	7 017	10 554
Désinvestissements	–790	–2 316	–204	–22	–3 332
Regroupement	–994	3 328	–21	–3 048	–735
Différences de conversion	–401	–7 550	–4	–78	–8 033
Valeur d'acquisition au 31.12.2011	48 911	569 902	3 311	7 809	629 932
Amortissements cumulés au 01.01.2011	80	281 418	1 676	–	283 173
Modification du périmètre de consolidation	–	5 565	470	–	6 035
Amortissements courants	11	20 060	135	–	20 207
Amortissements exceptionnels	–	1 850	–	–	1 850
Amortissements cumulés / désinvestissements	–	–1 069	–204	–	–1 273
Regroupement	–10	10	–3	–	–3
Différences de conversion	–2	–2 148	–3	–	–2 153
Amortissements cumulés au 31.12.2011	79	305 686	2 071	–	307 836
Valeur nette comptable au 31.12.2011	48 832	264 216	1 239	7 809	322 096

Les « terrains et bâtiments » comprennent des crédits-bails d'une valeur comptable de mille CHF 5 677 (année précédente mille CHF 6 158).

Annexe au bilan consolidé

en milliers de CHF	Machines et installations mécaniques	Installations	Informatique hardware	Mobilier et véhicules	Acomptes	Total
15. Installations techniques et agencement						
Valeur nette comptable au 01.01.2012	120 483	68 272	8 526	22 961	9 481	229 722
Valeur d'acquisition au 01.01.2012	395 488	194 871	36 420	86 445	9 481	722 706
Modification du périmètre de consolidation	–	–	–	–	–	–
Investissements	18 414	7 949	3 366	10 330	8 016	48 076
Désinvestissements	–2 211	–	–16	–2 368	–109	–4 704
Regroupement	4 663	–191	133	2 040	–5 178	1 467
Différences de conversion	–826	–77	–10	–119	26	–1 007
Valeur d'acquisition au 31.12.2012	415 528	202 552	39 894	96 328	12 236	766 539
Amortissements cumulés au 01.01.2012	275 006	126 599	27 895	63 484	–	492 984
Modification du périmètre de consolidation	–	–	–	–	–	–
Amortissements courants	26 954	13 352	3 946	8 661	–	52 912
Amortissements exceptionnels	–	–	–	–	–	–
Amortissements cumulés / désinvestissements	–2 034	–	–14	–2 285	–	–4 333
Regroupement	113	–1 684	–	1 708	–	137
Différences de conversion	–645	–49	–11	–87	–	–792
Amortissements cumulés au 31.12.2012	299 393	138 218	31 815	71 481	–	540 907
Valeur nette comptable au 31.12.2012	116 135	64 334	8 079	24 847	12 236	225 632
Valeur nette comptable au 01.01.2011	117 108	73 504	6 902	22 536	10 835	230 885
Valeur d'acquisition au 01.01.2011	376 268	183 682	30 999	89 175	10 835	690 959
Modification du périmètre de consolidation	18 125	11 290	689	3 263	345	33 713
Investissements	27 965	4 138	4 406	8 440	7 716	52 664
Désinvestissements	–27 695	–4 990	–480	–13 482	–909	–47 555
Regroupement	6 361	933	855	388	–8 305	232
Différences de conversion	–5 536	–182	–48	–1 339	–201	–7 306
Valeur d'acquisition au 31.12.2011	395 488	194 871	36 420	86 445	9 481	722 706
Amortissements cumulés au 01.01.2011	259 160	110 178	24 097	66 639	–	460 075
Modification du périmètre de consolidation	15 664	7 626	676	2 123	–	26 089
Amortissements courants	25 733	12 889	3 341	8 124	–	50 087
Amortissements exceptionnels	–	–	–	–	–	–
Amortissements cumulés / désinvestissements	–22 099	–3 981	–459	–12 095	–	–38 634
Regroupement	62	–2	265	–322	–	3
Différences de conversion	–3 515	–111	–25	–985	–	–4 636
Amortissements cumulés au 31.12.2011	275 006	126 599	27 895	63 484	–	492 984
Valeur nette comptable au 31.12.2011	120 483	68 272	8 526	22 961	9 481	229 722

Les « installations techniques et agencement » comprennent des crédits-bails d'une valeur comptable de mille CHF 916 (année précédente mille CHF 1 518).

Annexe au compte de résultat consolidé

en milliers de CHF	2012	Variation	2011
16. Produits nets d'exploitation			
Par groupes de produits			
Viande fraîche	828 637	1.6%	815 819
Charcuterie production propre	345 085	-4.3%	360 661
Charcuterie achetée	85 082	3.7%	82 008
Volaille	349 301	1.3%	344 769
Viande spéciale (gibier, lapin et autres)	16 288	-7.3%	17 564
Seafood	119 784	4.0%	115 131
Ventes divers	12 066	21.5%	9 927
Groupes de produits en Suisse	1 756 243	0.6%	1 745 879
Charcuterie	702 643	-0.3%	704 650
Autres	67 634	1.8%	66 424
Groupes de produits à l'international	770 277	-0.1%	771 074
Chiffre d'affaires par groupes de produits	2 526 520	0.4%	2 516 953
Par canaux de distribution			
Chiffre d'affaires avec le groupe Coop	1 307 100	0.6%	1 299 527
Chiffre d'affaires avec les autres entreprises affiliées	17 416	15.1%	15 133
Chiffre d'affaires avec d'autres acheteurs en gros	424 557	0.1%	423 974
Chiffre d'affaires avec les consommateurs	7 170	-1.0%	7 245
Canaux de distribution en Suisse	1 756 243	0.6%	1 745 879
Chiffre d'affaires avec le groupe Coop	13 269	164.7%	5 013
Chiffre d'affaires avec acheteurs en gros	689 375	-1.5%	699 637
Chiffre d'affaires avec les consommateurs	67 634	1.8%	66 424
Canaux de distribution à l'international	770 278	-0.1%	771 074
Chiffre d'affaires par canaux de distribution	2 526 520	0.4%	2 516 953
Répartition géographique du chiffre d'affaires			
Suisse	1 756 243		1 745 879
Allemagne	449 021		440 460
France	110 553		105 777
Espagne, Benelux	77 990		92 220
Europe de l'Est	132 713		132 617
Chiffre d'affaires par pays	2 526 520	0.4%	2 516 953
Autres produits avec le groupe Coop	2 389	-6.6%	2 558
Autres produits avec des entreprises affiliées*	16 455	5.6%	15 580
Autres produits avec des tiers*	34 848	6.0%	32 876
Autres produits d'exploitation en Suisse	53 692	5.2%	51 014
Autres produits d'exploitation à l'international	7 535	-14.7%	8 834
Autres produits d'exploitation	61 227	2.3%	59 848
Diminution de produits avec le groupe Coop	17 151	-47.2%	32 465
Autres diminutions de produits	2 873	-49.9%	5 731
Diminution de produits en Suisse	20 024	-47.6%	38 196
Diminutions de produits à l'international	59 344	5.9%	56 016
Diminution de produits	79 369	-15.8%	94 213

Un contrat de dix ans avec Coop (avec obligation de fournir et d'acheter) a pris effet au 1er janvier 2001. Ce dernier a été prorogé de cinq ans en 2010. La fourniture des produits a été réalisée aux conditions du marché, en prenant en compte le volume d'achat de Coop. Les diminutions de produits comprennent des rabais sur les chiffres d'affaires et tonnage qui ont été fixés au préalable sur la base annuelle du business plan. Les prix de vente étaient davantage exprimés en montants nets en 2012, ce qui explique la moindre part de prix réduits pour activités de promotion parmi les diminutions de produits.

*Par le passé, les autres produits avec Centravo Holding AG apparaissaient dans le poste « Autres produits avec des tiers » (correction a posteriori en 2011).

Annexe au compte de résultat consolidé

en milliers de CHF	2012	Variation	2011
17. Charges de personnel			
Salaires et traitements	265 290	3.5 %	256 322
Prestations sociales	66 304	4.2 %	63 639
Autres charges de personnel	11 739	-1.7 %	11 936
Salaires étrangers	59 681	0.3 %	59 519
Charges de personnel	403 015	3.0 %	391 416

Les prestations de la CPV / CAP caisse de pension Coop et les autres institutions de prévoyance figurent dans les prestations sociales à hauteur de mille CHF 18 533 (mille CHF 19 587 l'année précédente).

Rétributions versées aux conseil d'administration et membres de la direction générale du groupe

		Portefeuille d'actions au 31.12. nombre	Rémunération en espèces fixe	Actions souscrites nombre	mille CHF	Total mille CHF
Conseil d'administration						
Hansueli Loosli, Président*	2012	44	90	4	8	98
	2011	30	90	3	6	96
Leo Ebnetter, Vice-Président* / **	2012	4	49	4	8	57
	2011	–	–	–	–	–
Irene Kaufmann-Brändli, Membre*	2012	45	60	4	8	68
	2011	31	60	4	8	68
Jörg Ackermann, Membre*	2012	72	60	4	8	68
	2011	63	60	3	6	66
Werner Marti, Membre	2012	35	60	4	8	68
	2011	21	60	3	6	66
Joachim Zentes, Membre	2012	119	60	4	8	68
	2011	105	60	3	6	66
† Hans Peter Schwarz, Vice-Président*	2012	–	–	–	–	–
	2011	–	53	3	6	58
Conseil d'administration	2012	319	379	24	46	425
	2011	250	383	19	37	420

*Les rémunérations en espèces sont directement versées au mandataire Coop.

**Membre du conseil d'administration depuis avril 2012.

Annexe au compte de résultat consolidé

en milliers de CHF

		Rémunération en espèces		Actions souscrites		Avantages en nature et cotisations de prévoyance professionnelle	Total mille CHF
		fixe	variable	nombre	mille CHF		
Direction générale du groupe							
Lorenz Wyss, Directeur général du groupe*	2012	496	36	22	38	133	703
	2011	326	33	21	33	54	446
Martin Gysin, Responsable division Bell	2012	445	31	17	35	85	596
Finances / Services ; Directeur général adjoint	2011	419	38	24	41	73	571

*Président de la direction du groupe depuis avril 2011.

	2012	2011
Portefeuille d'actions au 31.12. (nombre)		
Lorenz Wyss	30	3
Martin Gysin	119	119
Autres personnels	2 675	2 186

		Excédent- / insuffisance de couverture	Avantages économiques / Obligation	Variation par rapport à l'année précédente	Cotisation de l'employeur	Charges de prévoyance
Prévoyance du personnel						
Impact économique						
Fondation de prévoyance patronale	2012	3 728	3 728	-725	-	-725
	2011	4 453	4 453	-667	-	-667
CPV / CAP Caisse de pension Coop*	2012	-	-	-	18 533	18 533
	2011	-	-	-	19 587	19 587
Total	2012	3 728	3 728	-725	18 533	17 808
	2011	4 453	4 453	-667	19 587	18 920

*Le degré de couverture est de 104,6 % au 31 décembre 2012 (année précédente 98,8 %).

Annexe au compte de résultat consolidé

en milliers de CHF	2012	Variation	2011
18. Loyers			
Location d'immeubles	8 416	1.1%	8 327
Location de machines et de mobiliers	8 498	18.6%	7 167
Stockage externe	4 726	-24.6%	6 265
Loyers	21 639	-0.6%	21 759
19. Energie et matériaux d'exploitation			
Electricité	25 551	4.3%	24 502
Eau	5 622	-4.1%	5 863
Carburants	1 824	-6.3%	1 946
Autres énergies	6 945	6.8%	6 502
Matériaux d'exploitation et auxiliaires	11 100	6.7%	10 401
Energie et matériaux d'exploitation	51 042	3.7%	49 214
20. Autres charges d'exploitation			
Frais de gestion	18 290	26.0%	14 520
Assurances choses et taxes	7 943	9.0%	7 288
Impôts sur le capital et autres impôts	2 258	12.0%	2 016
Autres charges d'exploitation	8 855	174.8%	3 222
Autres charges d'exploitation	37 345	38.1%	27 046

Compris dans les charges d'exploitation :

21. Charges d'exploitation avec les sociétés affiliées			
Location d'immeubles	473	-18.2%	578
Location de machines et de mobiliers	4 941	6.7%	4 631
Réparation et entretien	1 814	8.9%	1 665
Energie et matériaux d'exploitation	2 401	0.6%	2 387
Publicité	4 000	21.2%	3 300
Autres charges d'exploitation	1 314	53.3%	857
Charges d'exploitation avec les sociétés affiliées	14 943	11.4%	13 418

Annexe au compte de résultat consolidé

en milliers de CHF	2012	2011
22. Compte financier		
Intérêts sur les dépôts à terme et autres intérêts	493	821
Intérêts d'entreprises affiliées	406	115
Bénéfices sur transactions de devises étrangères	3 160	17 989
Bénéfices sur titres réalisés et non réalisés	862	291
Résultat des sociétés associées*	5 482	6 273
Autre produits de participations	378	265
Produits financiers	10 780	25 754
Intérêts d'entreprises affiliées	109	376
Autres intérêts sur le capital	7 461	7 624
Frais de banque et commissions	934	891
Pertes sur transactions de devises étrangères	1 112	3 976
Pertes réalisées et latentes sur titres	14	1 476
Charges financières	9 629	14 342
Compte financier	1 151	11 412
Taux moyen des fonds de tiers productifs d'intérêts	2.98%	3.49%

*Net, après compensation de l'amortissement du goodwill.

Les taux des intérêts sur avances fixes et hypothèques varient entre 1,13% et 3,25% (année précédente 1,08% et 3,23%) pour ceux en Francs Suisses et entre 1,19% et 5% (année précédente 2,03% et 4,94%) pour ceux en devises (EUR).

Annexe au compte de résultat consolidé

en milliers de CHF	2012	Variation	2011
23. Impôts			
Impôts payés et variation des impôts dus	24 360		26 859
Variation des impôts latents affectant le compte de résultat	-271		2 006
Impôts	24 089	-16.5%	28 865
Résultat du groupe	76 207		72 396
Charges non déductibles fiscalement	3 728		10 953
Dont charges fiscales	24 089		28 865
Résultat avant impôts	104 024		112 214
Des impôts sur le revenu au taux d'imposition moyen de 22,6% (année précédente 23,5%) sont imputés au résultat avant impôts.	23 509		26 370
Influence des différents taux d'imposition et autorités fiscales	-870		-1 881
Influence des impôts latents non activés	1 210		3 769
Dissolution et compensation d'impôts latents actifs	-		1 133
Impôts indépendants de la période et autres impôts	240		-526
Impôts (selon attestation)	24 089		28 865

25. Charges (+) et produits (-) exceptionnels

Charges et produits exceptionnels compris dans les frais d'exploitation :

Coûts de personnel		Plan social et indemnités de départ	6 417	-
Autres charges d'exploitation		Frais juridiques et de conseil	1 484	-
		Provision pour futurs engagements de loyers	966	-
		Autres coûts	-	-6 809
Amortissements	Immobilisations corporelles	Amortissements exceptionnels	-	1 850
	Immobilisations incorporelles	Amortissements exceptionnels	-	26 016
Produits financiers		Plus-value sur opération de couverture de change en Euros	-	-14 500
Impôts		Quote-part d'impôts sur des effets exceptionnels	-2 004	-4 636

Données complémentaires

en milliers de CHF	2012	2011
Montant total des cautions, garanties, nantissements en faveur de tiers	13 479	16 598
Montant total des actifs gagés à leur valeur comptable	16 418	26 381
Engagements de crédits-bail non comptabilisés	3 699	4 761
pour l'exercice en cours	2 809	1 723
Instruments financiers dérivés sur devises (but : garantie)		
Valeur de contrat	–	–
Valeur de remplacement positif	–	–
Instruments financiers dérivés intérêts (but : garantie)		
Valeur de contrat	139 234	139 650
Valeur de remplacement négatif	4 444	6 793
Autres instruments financiers dérivés (titres de participation)	p.m.*	p.m.*
Valeur de l'assurance incendies bâtiments	917 890	821 746
Valeur de l'assurance incendies agencement	961 204	932 542
Charges pour les engagements de prévoyance	18 533	19 587
Obligations résultant de contrats de tiers	50 008	48 673
pour l'exercice en cours	16 250	9 759
pour l'exercice suivant	11 821	7 001
pour les exercices à venir	21 937	31 913
Obligations résultant de montants dus à des entreprises affiliées	1 464	1 945
pour l'exercice en cours	488	488
pour l'exercice suivant	488	488
pour les exercices à venir	488	969
Montant total de l'augmentation du capital-actions limitée	–	1 000
Montant total de l'augmentation du capital-actions autorisée	–	500

*Bell possède des options de rachat de parts supplémentaires de sociétés associées (2% pour Hilcona), dont le prix d'exercice dépend du rendement futur.

Principaux actionnaires	Coop Coopérative, Bâle ; 66,29% Sarasin Investmentfonds AG, Bâle ; 3,97% Pas d'autres actionnaires avec plus de 3% des actions
Actions donnant droit au dividende	Toutes
Règles de vote	Tous les actionnaires tiers inscrits disposent du droit de vote. Chaque action est dotée de droit de vote.

Informations relatives à l'évaluation des risques

Le groupe Bell dispose d'une gestion des risques standardisée. La situation en matière de risques est soumise tous les trois ans à une nouvelle évaluation. Suite à la nouvelle structure du groupe, nous avons réalisé une réévaluation complète en 2012, qui a notamment consisté à identifier, analyser et évaluer les risques majeurs et à définir des mesures.

Chaque année, la direction examine le niveau de réalisation des mesures et l'actualisation de l'évaluation des risques. Le conseil d'administration en a été informé à l'occasion de sa séance du 18 janvier 2013. D'autres informations sur la gestion des risques sont décrites dans le chapitre Corporate Governance (page 36).

Une appréciation des risques opérationnels et des risques en lien avec le rapport financier et le respect des directives, a lieu dans le cadre de l'évaluation annuelle institutionnalisée de la qualité du système de contrôle interne au niveau des processus commerciaux. Les filiales de Bell disposent de leur propre système de contrôle interne, celui-ci étant en cours d'harmonisation.

Participations importantes du groupe Bell

Société	Domicile	Champ d'activité	Méthode de consolidation	Capital social	Part du capital du groupe
Bell Suisse SA ¹	Bâle	Viande fraîche, charcuterie volaille, seafood	■ CHF	20 000 000	100.0%
Frigo St. Johann AG	Bâle	Logistique, exploitation de frigos	■ CHF	2 000 000	100.0%
Hilcona AG	Schaan / FL	Convenience	○ CHF	27 000 000	49.0%
Centravo Holding AG ²	Zurich	Transformation de produits dérivés	○ CHF	2 400 000	29.8%
GVFI International AG	Bâle	Commerce de viande	● CHF	3 000 000	18.34%
Pensionsstiftung der Bell Schweiz AG (en liquidation)	Bâle	Fondation	▲	–	–
Bell France SAS	Teilhède / FR	Subholding	■ EUR	20 000 000	100.0%
Salaison Polette & Cie SAS	Teilhède / FR	Production de saucissons secs	■ EUR	2 600 000	100.0%
Saloir de Mirabel SARL	Riom / FR	Production de jambons crus	■ EUR	152 000	100.0%
Val de Lyon SAS	Saint-Symphorien-sur-Coise / FR	Production de saucissons secs	■ EUR	825 000	100.0%
Saloir de Virieu SAS	Virieu-Le-Grand / FR	Production de jambons crus	■ EUR	1 200 000	100.0%
Maison de Savoie SAS	Aime / FR	Production de saucissons secs	■ EUR	1 560 000	100.0%
St-André SAS	St André-sur-Vieux-Jonc / FR	Production de saucissons secs	■ EUR	1 096 000	100.0%
Bell Deutschland Holding GmbH ³	Seevetal / DE	Subholding	■ EUR	25 000	100.0%
Bell Verwaltungs GmbH	Seevetal / DE	Subholding	■ EUR	25 000	100.0%
Bell Deutschland GmbH & Co. KG	Seevetal / DE	Charcuterie	■ EUR	1 000 000	100.0%
Interfresh Food GmbH ³	Seevetal / DE	Subholding	■ EUR	100 000	100.0%
Bell Polska Sp. z o.o. ^{3/4}	Niepolomice / PL	Charcuterie	■ PLN	4 000 000	100.0%
ZIMBO Húsipari Termelő Kft.	Perbal / HU	Viande fraîche et charcuterie	■ HUF	375 000 000	99.7%
Bell Benelux Holding N.V. ³	Zellik / BE	Subholding	■ EUR	4 258 000	100.0%
Bell Benelux N.V. ³	Zellik / BE	Commerce de viande	■ EUR	620 000	100.0%
Bell Logistics N.V. ³	Zellik / BE	Entrepôt	■ EUR	62 000	100.0%
The Fresh Connection Nederland B.V.	Dr Houten / NL	Commerce de viande	■ EUR	18 000	76.0%
ZIMBO Czechia s.r.o.	Prag-Holesovice / CZ	Commerce de détail	■ CZK	30 000 000	90.0%
Abraham Benelux S.A.	Libramont-Chevigny / BE	Production de jambons crus	■ EUR	250 000	100.0%
Sanchez Alcaraz S.L.U.	Casarrubios del Monte / ES	Production de jambons crus	■ EUR	648 587	100.0%
Abraham France SARL	Bussy Saint-Georges / FR	Commerce de gros	■ EUR	40 000	100.0%

¹ Schlachtbetrieb Basel AG a fusionné avec Bell Suisse SA au 01.01.2012.

² La part de capital se réfère à la proportion d'actions en circulation

³ Les changements de raison sociale suivants ont été effectués en 2012 :

Bell Deutschland GmbH en Bell Deutschland Holding GmbH

Interfresh Food Retail Easteurope GmbH en Interfresh Food GmbH

ZIMBO Polska Sp. z o.o. en Bell Polska Sp. z o.o.

Marco Polo N.V. en Bell Benelux Holding N.V. (Changement au 01.01.2013)

The Fresh Connection N.V. en Bell Benelux N.V. (Changement au 01.01.2013)

Coldlog N.V. en Bell Logistics N.V. (Changement au 01.01.2013)

⁴ Abraham Polska Sp. z o.o. a fusionné avec Bell Polska Sp. z o.o. au 31.12.2012.

Les sociétés mentionnées en 2011 ZIMBO Fleisch- und Wurstwaren GmbH & Co. KG, FreshCo. Vertriebsgesellschaft mbH, Feine Kost Böttcher GmbH, Hoppe GmbH, ZIMBO International GmbH, Abraham Schinken GmbH et Gebr. Abraham GmbH & Co. KG ont été intégrées au sein de Bell Deutschland Holding GmbH et Bell Deutschland Verwaltungs GmbH dans le cadre de la restructuration.

■ Entièrement intégrée dans la consolidation (gestion uniforme)

○ Intégration avec la part effective des capitaux et bénéfices

● Valeur d'acquisition

▲ Intégration selon Swiss GAAP FER 16

Aperçu sur plusieurs années

en milliers de CHF	2012	2011	2010	2009	2008
Entreprises affiliées	1 337 785	1 319 673	1 363 778	1 332 881	1 292 236
Autres acheteurs en gros	1 113 932	1 123 611	1 176 972	1 151 593	586 867
Consommateurs	74 804	73 669	76 824	113 238	53 696
Chiffre d affaires	2 526 521	2 516 953	2 617 574	2 597 712	1 932 799
Produits nets d exploitation	2 508 378	2 482 588	2 584 277	2 547 877	1 939 635
Données financières					
Résultat brut d exploitation	827 452	823 282	863 923	858 515	610 241
Charges de personnel	403 015	391 416	405 671	412 215	307 445
Amortissements sur immobilisations corporelles	71 996	72 144	74 220	79 903	55 689
Résultat d'exploitation avant intérêts et impôts (EBIT)	99 145	89 849	101 236	95 047	78 932
Bénéfice annuel (avant parts de tiers)	76 207	72 396	66 067	56 192	58 198
EBITDA	185 138	204 291	212 695	189 449	142 731
Résultat financier	1 151	11 412	-2 086	-11 021	-2 867
Actifs circulants	554 942	520 322	495 436	537 731	363 010
Immobilisations	760 276	731 815	671 950	769 557	774 824
Actifs	1 315 218	1 252 138	1 167 386	1 307 288	1 137 834
Capitaux empruntés	289 748	281 694	228 462	383 795	299 073
Fonds propres	675 472	626 583	590 456	594 779	538 709
Marges					
Marges brutes en % du produit net	33.0%	33.2%	33.4%	33.7%	31.5%
EBITDA en % du produit net	7.4%	8.2%	8.2%	7.4%	7.4%
EBIT en % du produit net	4.0%	3.6%	3.9%	3.7%	4.1%
Bénéfice d exploitation en % du produit net	3.0%	2.9%	2.6%	2.2%	3.0%
Résultat financier en % des dettes productives d intérêts	-0.4%	-4.1%	0.9%	2.9%	1.0%
Fonds propres en % du capital	51.4%	50.0%	50.6%	45.5%	47.3%
Rendement fonds propres (ROE)*	12.2%	12.3%	11.1%	10.7%	11.1%
Effectif du personnel au 31.12.					
Nombre de personnes	6 469	6 470	6 488	6 561	6 810
Effectif moyen du personnel					
Converti en unités à plein temps	6 248	6 224**	6 179	6 497	3 794

*Bénéfice/fonds propres au début de l'exercice

**Nouvelle base de calcul à partir de 2011

Informations sur les actions

		2012	2011	2010	2009	2008
Chiffres clés sur les titres						
Cours de l'action au 31.12.	CHF	2 005	1 762	1 766	1 551	1 300
Plus haut cours de l'exercice	CHF	2 050	2 300	1 875	1 750	1 950
Plus bas cours de l'exercice	CHF	1 716	1 665	1 480	1 267	1 101
Ø volume échangé	nombre	78	93	75	65	117
Capitalisation boursière						
Valeur au 31.12.	en millions de CHF	802	705	706	620	520
Plus haute valeur	en millions de CHF	820	920	750	700	780
Plus basse valeur	en millions de CHF	686	666	592	507	440
Fonds propres par action	CHF	1 696	1 573	1 461	1 466	1 357
Bénéfice net par action	CHF	191	180	163	141	151
EBITDA par action	CHF	465	514	539	482	364
EBIT par action	CHF	249	226	257	242	202
Rentabilité de l'action*		9.5%	10.2%	9.3%	9.1%	11.6%
Dividende par action	CHF	60	60	50	40	40
Ratio de distribution		31.5%	33.3%	30.6%	28.3%	26.5%
Rendement sous forme de dividende**		3.0%	3.4%	2.8%	2.6%	3.1%

*Bénéfice par action / cours de clôture annuel

**Répartition par action / cours de clôture annuel

Structure du capital au 31.12.

Capital-actions	en milliers de CHF	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Réparti en nombre d'actions enregistrées	nombre	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000
Valeur nominale par action enregistrée	CHF	5	5	5	5	5

Changements dans le capital

Actions propres détenues par la société	nombre	2 031	2 206	5 316	6 938	8 335
Actions enregistrées dans le registre des actions	nombre	369 831	365 016	369 794	366 309	365 558
Actionnaires enregistrés	nombre	3 916	3 751	3 659	3 606	3 197

N° de valeur 441 041
 ISIN CH0004410418
 Négocie SIX Swiss Exchange
 Symboles SIX BELL
 Cours actuels www.bell.ch

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

Rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale de Bell SA, Bâle

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Bell SA, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau de flux de trésorerie, le tableau des fonds propres et l'annexe (pages 58 à 80) pour l'exercice arrêté au 31 Décembre 2012.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés pour définir les procédures de vérification adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. En outre, l'audit comprend une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 Décembre 2012 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers AG

Dr. Rodolfo Gerber
Expert-réviseur
Réviseur responsable

Andreas Wolf
Expert-réviseur

Bâle, 5 février 2013

Bell SA

Bilan

en milliers de CHF		31.12.2012	31.12.2011	
Disponibilités		193	172	
Titres		1 222	3 739	
Créances des sociétés du groupe		7 344	–	
Autres créances		118	141	
Actifs circulants		8 877	2.2%	4 052 1.1%
Immobilisations financières	Participations majoritaires	146 373	146 373	
	Participations minoritaires	93 617	83 820	
	Prêts sociétés du groupe / autres immobilisations financières	148 513	148 247	
Immobilisations corporelles	Terrains	–	153	
	Bâtiments	360	722	
Capitaux immobilisés		388 863	97.8%	379 315 98.9%
Actifs		397 740	100.0%	383 367 100.0%
Autres dettes à payer pour biens et services		893	198	
Engagements envers les sociétés affiliées		–	42 514	
Comptes de régularisation		68	91	
Fonds étrangers à court terme		961	0.2%	42 803 11.2%
Fonds étrangers à long terme		–	–	
Fonds étrangers		961	0.2%	42 803 11.2%
Capital-actions		2 000	2 000	
Réserves légales		10 000	10 000	
Réserves pour actions propres		3 130	3 113	
Autres réserves		301 433	298 520	
Bénéfice au bilan		80 216	26 931	
Fonds propres		396 779	99.8%	340 564 88.8%
Passifs		397 740	100.0%	383 367 100.0%

Bell SA

Compte de résultat

en milliers de CHF	2012	2011
Produits des participations	74 241	50 558
Autres produits financiers	6 849	7 692
Autres produits	3 030	3 027
Produits	84 120	61 278
Charges administratives	2 029	1 331
Autres charges	369	327
Intérêts débiteurs	651	1 613
Autres charges financières	–	30 833
Charges amortissement sur des immobilisations corporelles	362	411
Charges	3 411	34 515
Résultat ordinaire avant impôts	80 709	26 763
Produits issus de la cession d'immobilisations	107	168
Bénéfice d'exploitation avant impôts	80 816	26 931
Impôts	600	–
Bénéfice d'exploitation après impôts	80 216	26 931

Bell SA

Répartition du bénéfice

Proposition du Conseil d'administration à l'assemblée générale

en milliers de CHF	2012	2011
Répartition du bénéfice		
Bénéfice de l'exercice	80 216	26 931
Dividende 60 CHF (60 CHF pour l'exercice précédent)	24 000	24 000
Affectation aux réserves libres	56 216	2 931
Total des répartitions	80 216	26 931

Annexe

en milliers de CHF	2012	2011
Montant total des cautions, garanties, nantissements en faveur de sociétés du groupe*	195 000	225 000
Montant total des actifs gagés à leur valeur comptable	–	–
Valeur assurance incendies bâtiments	4 301	4 194
Participations importantes	page 80	–
Actions propres selon justification des fonds propres des comptes du groupe	page 61	
Actionnaire principal Coop Coopérative, Bâle	66.29%	66.29%
Sarasin Investmentfonds AG, Bâle	3.97%	4.55%
Montant total de l'augmentation du capital-actions limitée	–	1 000
Montant total de l'augmentation du capital-actions autorisée	–	500
Informations relatives à l'évolution des risques	page 43 / 79	–

*La société répond solidairement et sans restriction pour tous les suppléments d'impôts issus de la taxe à la valeur ajoutée y.c. les intérêts et les éventuelles pénalités du groupe d'imposition – TVA, et ce durant toute la période d'inscription en tant que membre du groupe en Suisse.

Bell SA

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

Rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale de Bell SA, Bâle

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Bell SA, comprenant le bilan, le compte de profits et pertes et l'annexe (pages 84 à 86) pour l'exercice arrêté au 31 Décembre 2012.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 Décembre 2012 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers AG

Dr. Rodolfo Gerber
Expert-réviseur
Réviseur responsable

Andreas Wolf
Expert-réviseur

Bâle, 5 février 2013